



Y A T-IL UNE OU DES CAUSES COMMUNES A
L'ISLAMISME TANT AU MAGHREB QU'AU
MACHREK ?

Mémoire de géopolitique

du Colonel Carlos Ramón FEBRILLET RODRIGUEZ

dans le cadre du séminaire
"L'Islam, réalités et perspectives"

Session 2003 - 2004

Directeur : Mustapha BENCHENANE

Professeur de Sciences politiques, Géopolitique et Questions de Défense à la faculté de droit
de Saint-Etienne.

JUIN 2004

SOMMAIRE

INTRODUCTION

1.- L'ISLAMISME, EXPRESSION POLITIQUE DU DESESPOIR ET L'HUMILIATION.

2.- L'ISLAMISME , MANIFESTATION DE PEUR PAR RAPPORT À LA MODERNITÉ.

3.-L'ISLAMISME : RÉSISTANCE CULTURELLE AU MODELE CULTUREL DOMINANT.

4.- UN PROJET POLITIQUE TOTALITAIRE L' "ISLAMISME ".

CONCLUSION

INTRODUCTION

La progression de la sécularisation , la modernité durant les derniers siècles et les phénomènes religieux n'ont jamais cessé d'exercer une certaine influence sur la géopolitique de cette région. L'irruption récente des mouvements religieux sur la scène internationale frappe par son caractère universel et à la fois inattendu.

L'effondrement des idéologies, la désintégration précipitée des structures traditionnelles des pays en développement sous l'impact de la mondialisation de l'économie, l'apparition de nouvelles menaces, l'incapacité de certains Etats Laïcs du Tiers-Monde à faire face aux problèmes du sous-développement, l'adhésion croissante des populations déstabilisées aux valeurs sacrées a considérablement accru la présence active des structures et des mouvements religieux sur le monde actuel.

Dans tous ces innombrables facteurs qu'on peut trouver pour chercher les causes communes à l'islamisme tant au Maghreb qu'au Machrek dans des sociétés arabo-musulmanes on doit faire une réflexion orientée à « l'islamisme » en se posant la question « Qu'est-ce que l'islamisme ?

Pour mieux connaître les causes communes dans ces pays arabo-musulmans , on va analyser différents concepts au niveau politique, économique, culturel et par rapport à la modernité.

Avant d'aborder ces différents thèmes, il importe de préciser quelques précautions de vocabulaire. Ainsi rappellerons-nous que l'islamisme n'est pas une doctrine théologique mais un concept qui désigne l'utilisation politique de l'islam¹. L'islamisme doit, en ce sens, être différencié du fondamentalisme qui est la volonté de retour aux textes fondateurs de l'islam (sourates et hadiths). Le fondamentalisme bascule ainsi dans l'islamisme quand il est utilisé comme idéologie afin d'imposer à la société et à l'Etat d'un pays le modèle rigoureux de l'islam originel. Ce modèle est d'autant plus rigoureux qu'il fait référence à un islam idéalisé. Cet islam « pur » est bien souvent un islam réinterprété en fonction des présupposés politique de son auteur. Un des premiers signes du passage à l'islamisme est donc, sans contexte, la réforme des normes juridiques en vigueur autour de la « Chariaâ » (loi islamique), et en pays arabe, l'arabisation de l'enseignement et des pratiques administratives et socio-culturelles.

¹ JP CONRAD, « Origines et réalités de l'islamisme activiste », Paris , ICS 2000, pag . 3

Monsieur Mustapha BENCHENANE dans son ouvrage intitulé : « Méditerranée, menace pour les musulmans », dégage une réflexion orientée selon quatre axes.² Nous essaierons de montrer d'abord que l'islamisme est l'expression politique du désespoir et de l'humiliation, après que l'islamisme "est la manifestation de peur par rapport à la modernité ensuite : l'islamisme est une résistance culturelle au model culturel dominant en fin l'islamisme, comme un projet politique totalitaire.

Commentaire [CRFR1] : Monsieur Mustapha BENCHENANE « Méditerranée : l'islamisme, menace pour les musulmans » page 54

² M. Benchenane, « Méditerranée, L'islamisme, menace pour les musulmans », revue défense national, octobre 1997, p.54.

1.- L'ISLAMISME, EXPRESSION POLITIQUE DU DESESPOIR ET L'HUMILIATION.

1.1 - L'échec au plan interne.

1.1.1- La faillite des stratégies de développement économique.

Pour le développement du premier concept, on peut dire que l'islamisme en tant qu'expression politique du désespoir et de l'humiliation est une des conséquences des échecs dans tous les domaines des régimes et de sociétés. Voyons l'analyse sur un plan interne.

Dans le domaine économique, on peut constater qu'ils ont échoué à cause de toutes les différentes stratégies de développement qu'ils ont essayées, que ce soit le modèle libéral, le modèle socialiste ou autre, ils ne sont pas arrivés à mettre en œuvre des stratégies propres pour avoir une économie stable.

Pour comparer les taux de croissance économique et démographique, on peut voir que les pays ont un taux de croissance démographique supérieur au taux de croissance économique, par exemple en Algérie en 1990 la croissance économique est inférieure à la croissance démographique (2,4 contre 2,7 %) ³, mais on constate dans les dernières années un léger recul de la démographie en Algérie, en Tunisie, au Maroc et en Egypte, mais ce recul ne correspond pas à une élévation du niveau culturel ou à une augmentation du niveau de vie ⁴, si non simplement au fait que les gens n'ont pas de travail et ne peuvent pas se procurer leurs besoins vitaux, qui leur permettraient de fonder une famille et de vivre dignement comme des êtres humains. Ils n'arrivent pas à trouver un emploi pour pouvoir gagner leur vie. Il n'est pas exagéré de dire que leur avenir est incertain. La région affiche un fort taux de chômage (23% en Algérie de la population active) ⁵, qui touche spécialement les jeunes, même les jeunes diplômés. Ce chômage s'explique notamment par un ralentissement de la croissance économique, lui-même fortement lié à l'augmentation de la population. Ce pourcentage élevé de chômeurs, surtout chez les jeunes, entraîne simultanément la montée de l'intégrisme musulman et l'inflation des charges sociales que doivent supporter les Etats.

On peut voir aussi que l'Algérie a dilapidé des milliards de dollars pour s'industrialiser, ça n'a pas marché parce que la population n'était pas prête. En outre pour parvenir à un stade d'industrialisation, il faut beaucoup de temps, ça ne se bâtit pas en quelques années, voire même en quelques décennies.

³ O.ROY « L'échec de l'islam politique » éditions du Seuil, Paris, 1992, p.78

⁴ M.Benchenane, « La méditerranée, enjeu stratégique », revue Défense nationale, octobre 1997, p. 55.

⁵ O.ROY « L'échec de l'islam politique » éditions du Seuil, Paris, 1992, p.78

Ils ont créé une déstructuration de la société par l'exode rural et en plus on trouve une corruption dans les entreprises qui constituent une grande charge au budget de l'Etat.

Le Maroc et la Tunisie, ont trouvé une stabilité apparente, grâce au tourisme et à leur agriculture malgré une répression contre les démocrates.

Le Maroc qui a choisi la voie libérale et l'économie de marché, reste néanmoins sous-développé et 55% de la population sont analphabètes⁶.

La Libye, qui a réglé ses problèmes avec l'occident, c'est à dire avec les Etats Unis et la France, après avoir renoncé à son programme d'armes de destruction massive et grâce à sa richesse naturelle (pétrole) et à sa faible population en comparaison avec ses ressources, pourrait connaître un meilleur développement économique en adoptant le mode économique semi-libéral. Désormais considéré comme Etat non proliférant la Libye peut se consacrer au règlement de ses problèmes internes. On peut constater que la Libye a gaspillé beaucoup d'argent dans une politique étrangère arabo-africaine qui s'est souvent retournée contre elle. on peut citer par exemple le soutien au front Polisario (Front de libération du Sahara et du Rio de Oro), la guerre contre le Tchad, la subversion contre le régime tunisien, le soutien à des opérations terroristes, les attentats de Lockerbie et contre le DC-10 d'UTA détruit en vol dans le désert du Niger.

La Mauritanie, ayant une faible démographie (moins de trois millions d'habitants) par rapport à sa superficie : plus d'un million de kilomètres carrés a connu depuis 1991 un processus démocratique certes encore fragile mais garantissant les libertés fondamentales : libertés politiques, libertés d'expression et de presse s'appuyant sur une constitution fondant un état de droit . Cette situation politique a permis des meilleures chances de développement économique et social dont les indicateurs sont de plus en plus rassurants : 3,7% comme taux de croissance économique en 1992⁷ et 4,5% en 2002.

En Egypte, la stratégie suivie par Sadate a abouti à une solution aux problèmes de l'occupation de son territoire (le SINAI) par Israël, tout en dissociant ce règlement de celui du problème palestinien.. L'abandon de la Palestine est dicté par l'impossibilité d'une solution militaire et les difficultés économiques de l'Egypte. Son accord financier avec les américains a permis à Sadate d'obtenir une aide économique de Washington, afin d'améliorer la situation difficile , mais en vain les mêmes problèmes demeurent.

⁶ M.Benchenane, « L'Europe et l'espace méditerranéen » IHEDN, Athéna, 2^e semestre, 1997, p. 134.

⁷ Mauritanie collection guide d'information ,impression documentation française

L'endettement de la majorité des pays arabes est tel que le service de la dette absorbe une part considérable des recettes d'exportation⁸.

Certains pensent que le sous-développement épargne au moins les pays du Golfe : Arabie, Qatar, Bahreïn, Koweït et Émirats arabes unis, lesquels ont beaucoup de pétrole.

Cependant, avec toutes ses richesses naturelles on peut constater qu'ils achètent tout de l'occident puisqu'ils n'ont pas d'industrie et ils ne détiennent la technologie. Il faut qu'ils développent les ressources humaines et le transfert de la technologie. Le Pakistan, l'Indonésie et la Malaisie constituent une exception .

On observe également que l'Arabie Saoudite et le Koweït sont financièrement épuisés à cause de la première guerre d'Irak que les Américains ont fait payer aux Arabes, pour le plus grand profit des hommes d'affaires et des industries d'armement des États-Unis.

Depuis la seconde guerre mondiale, les économies de cette région sont essentiellement fondées sur la production et l'exportation de pétrole. Le deux chocs pétroliers (forte hausse du prix du pétrole) intervenus en 1973 et 1979, ont amplifié ce phénomène⁹.

Ces déséquilibres économiques frappent les populations dont le taux d'accroissement démographique, depuis les années 1960, est un des plus élevés dans le monde (environ 3 %).

La population du Moyen Orient est passée de 17 millions au début du 19^e siècle à 250 millions en 1992.¹⁰

Tant que la situation sociale et économique restera la même ou empirera dans de nombreuses régions du Moyen-Orient islamique et tant que les gouvernements seront incapables d'y remédier, le point de vue islamique gagnera en popularité. La détresse sociale et économique d'aujourd'hui, notamment la pauvreté et le chômage des jeunes, alimente le sentiment croissant de mécontentement suscité par le statu quo politique et social. Le malaise économique général est exacerbé par la disparité grandissante entre riches et pauvres. Les régimes qui comptent sur des programmes économiques et sociaux importés, dont certains sont dictés par le Fonds monétaire international, pour régler leurs problèmes internes, sont considérés comme incapables et non islamiques.

⁸ M.Benchenane « Méditerranée, L'islamisme menace pour les musulmans » Défense national, 1997, p. 55.

⁹ P.Chaigneau, « Dictionnaire des relations internationales », Economica, Paris 1998, p. 271.

¹⁰ P.Chaigneau, « Dictionnaire des relations internationales », Economica, Paris 1998, p. 272.

1.1.2.- L'échec politique.

L'échec politique dans le monde arabe est la conséquence de l'installation après les indépendances de régimes autoritaires, libéraux et dictatoriaux qui ont contribué à une détérioration des conditions matérielles et psychologiques d'existence¹¹ des populations.

Dans ces différents régimes politiques on trouve par exemple des démocraties populaires (Algérie...), des monarchies constitutionnelles (Maroc...) et des démocraties parlementaires (Tunisie -Mauritanie...).

Depuis l'indépendance de l'Algérie, le pouvoir de fait étant toujours détenu par le FLN, longtemps parti unique. Les orientations qu'il avait choisies : arabisation, socialisation, nationalisation à l'intérieur, non-alignement assorti de rapports privilégiés avec l'URSS à l'extérieur, ne devaient pas donner les résultats que la populations en attendait. Malgré les inflexions apportés cette stratégie par les successeurs de Ben Bella et de Boumediène, la situation socio-économique ne devait cesser de se détériorer au point d'aboutir à des émeutes en 1988 provoquées par la pénurie de biens de consommations, la montée du chômage et la dégradations des service publics. Les mesures annoncées par le gouvernement, comme la restructuration des entreprises nationales, la distributions des terres et la libérations des prix devait se révéler tout autant insuffisante¹².

En Algérie, le courant islamiste jouit d'un vaste appui. Lors des élections communales de l'automne 1991, environ 25 % de l'électorat, soient quelques trois millions de personnes, ont voté pour les candidats du Front Islamique du Salut (FIS). Les estimations du nombre d'activistes inconditionnels et fervents partisans du FIS varient entre quelques uns et plusieurs centaines de milliers.

Depuis, L'Algérie est entrée dans la spirale du terrorisme et de la répression, avec d'un côté ceux que l'on appelle les « éradicateurs » qui refusent toute idée dialogue avec les islamistes et de l'autre les « réconciliateurs » qui veulent traiter avec eux pour tenter de rétablir l'unité nationale.

Cette crise tout à la fois politique, religieuse et économique ne manque pas d'avoir répercussion à l'échelle internationale ; l'Algérie a perdu son allié soviétique s'est rapprochée de la France et des autres pays occidentaux qui lui apportent une aide financière bilatérale et multilatéral, en rééchelonnant en outre sa dette qu'elle est dans l'incapacité d'honorer ; elle a pris ses distances vis-à-vis des autres Etats arabes ; elle a renoncé a ses velléités tiers-

¹¹ M.Benchenane « Méditerranée, L'islamisme menace pour les musulmans » Défense national, 1997, p. 56.

¹² P.Chaigneau, « Dictionnaire des relations internationales », Economica, Paris 1998, p. 258.

mondistes, en bref, elle ne joue plus un rôle effacé sur la scène internationale.

Depuis que le FIS a été déclaré illégal et a fait l'objet d'une sévère répression, il y a eu une augmentation considérable du nombre des personnes prêtes à recourir à la violence pour atteindre leurs buts. L'armée algérienne est considérée comme un bastion de l'opposition aux islamistes; dans le cas des officiers supérieurs, cette supposition est sans doute assez juste, mais bon nombre d'observateurs s'interrogent sur la position des sous-officiers et des hommes de troupe, parmi lesquels se trouveraient des sympathisants islamistes dont la loyauté envers le régime actuel est peut-être faible. La sévère répression exercée par l'État aurait gagné davantage de sympathie aux islamistes, même dans les cercles intellectuels.

L'Algérie connaît le régime du parti populaire qui produit les autorités politiques et se veut évidemment éloigné de toute autre chapelle, notamment de la production d'élites par un quelconque système clérical. En retour, l'Etat se veut laïc.

La situation est beaucoup plus calme au Maroc. Les élections de juin 1993 à la Chambre des représentants (dont les deux tiers des membres sont élus au suffrage universel direct) ont confirmé les positions détenues respectivement par le parti au pouvoir et ceux de l'opposition notamment de l'Istiqlal et de l'Union Socialiste des Forces Populaires. Le roi Hassan II a fait adopter par referendum une constitution qui renforce le pouvoir parlementaire, la libéralisation de l'économie se poursuit dans le cadre du programme d'ajustement soutenu par le FMI et la BIRD, la croissance est redevenue positive (sauf en 1995), mais le chômage reste élevé et le niveau de vie continue à stagner. C'est la stabilité qui prévaut sur le plan politique, laquelle est en quelque sorte confrontée par le souci largement partagé dans l'opinion de rester à l'abri des convulsions qui agitent le voisin algérien¹³.

Au Maroc, la question de la production d'une élite politique est sans objet en raison du système monarchique qui bien sûr ne pourrait tolérer l'établissement d'aucune autre autorité au sein de l'Etat. Bien plus, le souverain, non seulement premier magistrat de la société, est aussi le chef des armées par la tradition séculaire, est héréditairement un « descendant du Prophète Muhammad » et le clergé islamique supranational ne lui conteste pas son rôle religieux de « Commandeur des Croyants »¹⁴. La loi religieuse diffuse ses préceptes dans la société.

En ce qui concerne les relations extérieures, le problème du Sahara Occidental reste en suspens bien que le plan de paix présenté par les Nations Unies ait été accepté en 1988 par les deux parties en conflit. Les attaques des forces du Polisario (front populaire de Libération de Saguia el-Hamra et Rio de Oro) ont diminué depuis la construction d'une ligne de défense

¹³ P.Chaigneau, « Dictionnaire des relations internationales », Economica, Paris 1998, p. 261.

¹⁴ M.Benchenane « Méditerranée, L'islamisme menace pour les musulmans » Défense nationale, 1997, p. 57.

par l'armée marocaine ; le rétablissement des relations diplomatiques entre Rabat et Alger en 1988 a contribué à figer la situation sur le terrain ; mais le référendum d'autodétermination sous le contrôle de l' ONU qui est prévu n'a pas encore eu lieu. Une autre contentieux existe au Nord du pays concernant la souveraineté des enclaves espagnoles de Ceuta et de Melilla. Les négociations entre les deux pays devraient reprendre après la décision prise à Madrid de conférer ces territoires un statut de communautés autonomes. Pour le reste, le Maroc est plus que jamais tourné vers l'Occident, notamment vers l'Union Européenne à laquelle il est lié par des accords de coopération économique et commerciale.

Au Liban, le Hezbollah est une force religieuse et militaire, et depuis sa participation aux élections de l'été 1992, politique. Ses principaux électeurs sont les chiïtes de la plaine de la Bekaa, dans le nord, et de plusieurs villages de la région Jabal'Amil, dans le sud. Dans ce pays de moins de trois millions d'habitants, les 1,2 millions de chiïtes constituent le groupe religieux le plus important, soit 41 % de la population. Le Hezbollah ne représente pas tous les musulmans chiïtes du Liban, où il concurrence le mouvement AMAL¹⁵, qui est beaucoup plus modéré et supérieur en nombre et qu'il essaie de radicaliser, avec un succès limité toutefois. Pendant trois ans, ces deux groupes ont été engagés dans une lutte violente qui s'est terminée par un accord de paix, en 1990, sous le parrainage de leurs dirigeants à Téhéran et à Damas. Les candidats du Hezbollah qui ont été élus au parlement libanais auraient également bénéficié de l'appui de certains électeurs chrétiens.

Les membres du Hamas et du Jihad islamique palestiniens représentent un échantillon de toutes les classes sociales des Territoires occupés de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. La composition du groupe des 417 hommes de ces deux mouvements qui ont été expulsés par Israël au Sud-Liban permet de voir qui sont les gens qui appuient le mouvement islamique dans les Territoires. Décrits comme des «islamistes ardents», ces hommes comptent parmi eux plusieurs imams ou guides spirituels. Les militants comprennent de jeunes étudiants, des ouvriers, des commerçants, de petits marchands, des mécaniciens et quelques professionnels dont surtout des médecins et des ingénieurs. Selon certains observateurs, ces groupes islamiques militants sont appuyés par près de 40 % de la population adulte dans les Territoires occupés.

En Tunisie, l'ère post-Bourguiba qui s'est ouverte en 1987 est caractérisée par la démocratisation du régime politique et par la libéralisation de l'économie. Le président Zine Ben Ali a été réélu facilement en 1993, il veille à contenir la poussée islamiste, à maintenir

¹⁵ O.ROY, « Généalogie de l'islamisme », Hachette littératures, 2001, p.71.

des relations non-confliktuelles avec la Libye et à renforcer les liens qui unissent la Tunisie aux pays de la rive Nord de la Méditerranée.

La stabilité politique est accompagnée par un essor économique illustré par un taux de croissance du PIB de 5 % en moyenne annuelle depuis 1987. L'emploi s'amélioré dans les industries exportatrices et les services, l'inflation a été ramenée au niveau de 4%, les investissements étrangers ont tendance à s'accroître...la Banque Mondiale considère que ce n'est plus l'ajustement structurel, mais le développement à long terme qui est désormais l'objectif stratégique de la Tunisie.¹⁶

En Égypte, le gouvernement est passé à l'offensive contre les militants islamiques, dont les activités se sont depuis longtemps étendues de la Haute-Égypte à la capitale. Le ministre de l'Intérieur, Abdel Halim Musa, a déclaré dans un communiqué de presse, au début de février 2004, que les extrémistes religieux avaient tué l'année précédente 34 membres des forces de la police et de sécurité, militaires et civils. Selon les estimations, le nombre des militants actifs en Égypte varie entre 10 000 et 30 000. Quel que soit le nombre véritable, il ne correspond en fait qu'à un faible pourcentage de l'ensemble de la population. Les islamistes du courant principal des Frères musulmans sont beaucoup plus nombreux que leurs homologues extrémistes et comptent sans doute jusqu'à deux millions de membres et des centaines de milliers, sinon des millions de sympathisants. Un pourcentage élevé des membres des Frères musulmans appartient aux classes professionnelles.

Il y a peu de chances que la situation politique et économique s'améliore en Algérie, en Égypte ou dans les Territoires occupés. Il est bien possible qu'en Algérie, un régime d'orientation islamiste prenne le pouvoir à moyen terme ou, selon un autre scénario, que l'extrémisme islamique croissant, ajouté à une réaction gouvernementale de plus en plus dure, se traduise par la fragmentation sociale et l'anarchie. En Égypte, bien que les militants islamistes exercent des pressions croissantes sur le gouvernement, qui y répond, il est peu probable qu'un gouvernement islamique prenne le pouvoir au cours des trois à cinq prochaines années. À l'augmentation du niveau de tension entre les autorités et leurs opposants islamistes correspond un accroissement proportionnel du risque qu'une nouvelle série de conflits provoque une crise. Entre-temps, les dirigeants égyptiens feront davantage d'efforts pour intensifier le dialogue avec les islamistes et essayer de veiller à ce que les politiques intérieures et étrangères continuent de s'islamiser petit à petit. Comme en Algérie,

¹⁶ P.Chaigneau, « Dictionnaire des relations internationales », Economica, Paris 1998, p. 261

l'armée égyptienne souhaite protéger sa position relative dans la hiérarchie sociale et n'approuverait donc pas actuellement l'établissement d'un gouvernement islamiste.

En Libye, le régime du colonel Kadhafi qui est au pouvoir depuis 1969 n'a pas cessé de provoquer des remous sur le plan des relations internationales¹⁷. S'il a mis fin à son rêve d'unification du monde arabe, notamment avec l'Égypte et la Syrie, s'il a cessé ses interventions au Tchad (il a évacué la bande d'Aouzou), s'il a enfin singulièrement infléchi sa politique vis-à-vis des pays du Maghreb, il n'en reste pas moins un sujet de préoccupations pour les Occidentaux en raison du soutien qu'il apporte à plusieurs mouvements terroristes.

Le Conseil de Sécurité des Nations Unies a renforcé en novembre 1993 les sanctions économiques imposées à la Libye ; elle reste sous la menace d'un embargo pétrolier qui la priverait de la quasi-totalité de ses recettes en devises. C'est un pays qui est pratiquement isolé de la communauté internationale depuis l'effondrement de l'URSS et qui est au surplus affaibli économiquement par la baisse des cours des produits pétroliers.

Ibn Khaldoun, distinguait déjà dans l'islam, deux politiques possibles¹⁸, une politique à proprement parler religieuse et une politique rationnelle. La première correspondrait à la période sublimée du Califat et reposerait sur l'omnipotence de la charria et l'absorption du politique par le religieux ; la seconde caractérisant une évolution dominée par le pouvoir dynastique, reposant sur la solidarité de groupe et la raison d'État et qui sans la nier ni la renier, auraient « instrumentalisé » la religion. L'existence de ces deux modèles de régulation sociale montre bien que pour un savant musulman il n'existe pas un seul modèle politique possible en islam.

Aujourd'hui et à la suite des analyses menées ci-dessus on peut distinguer trois modalités de rapport au politique en islam, différenciant, en la matière, trois types de politiques de positionnement de l'islam : l'islamiste, le progressiste, et le conservateur.

Les islamistes ont toujours tenté de fonder leur légitimité en référence à l'islam¹⁹. Il établit fermement le principe de l'universalité de la charria et de sa vocation à couvrir la totalité du champ social. L'extension de la charria est un gage et en tout cas le signe de l'islamisation de la société. Elle est aussi la possibilité offerte à l'islam de se présenter comme un mouvement de critique radicale, stigmatisant les tiédeurs, les demi-mesures et même certaines innovations religieuses comme culturelles, dénonçant les connivences entre un islam ritualiste et figé et un pouvoir politique dit corrompu. L'anathème jeté par l'islamisme sur

¹⁷ P.Chaigneau, « Dictionnaire des relations internationales », Economica, Paris 1998, p. 262

¹⁸ B.Lewis. « Le langage politique de l'islam », Gallimard, Paris 1982.

certaines dirigeants du monde arabo-musulman, sur certaines dynasties comme celles des Saoud, leur déniaient le droit au gardiennage des lieux saints, découle de cette « redécouverte » d'une éthique islamique sans complaisance. A l'évidence, l'islamiste n'admet ni le formalisme creux et rigoriste de l'islam conservateur qui s'accommode hypocritement de tous les compromis et des alignements les plus frileux en politique internationale, ni l'éloignement du religieux qui se profile dans l'islam progressiste.

L'islamisme aujourd'hui est l'héritier de ce courant : radical dans sa critique, mobilisateur par nature, utopique par sa visée. Il correspond à la construction de la cité musulmane telle que la conçoivent des théoriciens et certains juristes classiques sur le modèle des premiers gouvernements de l'islam. Pour l'islamisme, la référence religieuse n'est pas une norme formelle ou critique à insérer dans le contexte d'un islam pieux ou d'un islam savant. Elle est essentiellement norme pour l'action à partir de laquelle se pensent un engagement et une révolution islamiques. L'inspiration islamique cède le pas au modèle islamiste. L'islam s'impose comme une dynamique culturelle qui vise à recouvrir l'ensemble des rapports sociaux : civils et politiques.

Cette relance d'un « ijtihad » (effort de penser libre) multiforme a eu pour premier effet, sur le plan politique d'imaginer au vingtième siècle un islam politique participatif. A l'encontre de la figure conservatrice de l'islam où le pouvoir est d'abord légitimation de l'autorité traditionnelle et de la figure progressiste où l'islam apparaît comme le résultat d'une intervention abstraite, intellectuelle et élitiste, de séparation entre foi et culture, l'islamisme couvre le champ politique en faisant du religieux le mode symbolique de production du changement et en tout cas le mode privilégié de sa formulation. « L'exemple iranien atteste de cette capacité à rendre compte d'une situation politique en puisant dans un vocabulaire religieux illustratif les termes d'expression de l'oppression, de la lutte, de l'exploitation et de la misère, forgeant ainsi les mots du registre politique de la contestation »²⁰

Les progressistes ont justifié le socialisme dont ils se réclamaient en interprétant des versets du Coran²¹. Il est construit plus récemment, et est revendiqué aujourd'hui par nombre de partis et de mouvements politiques. C'est l'islam éclairé, celui qui est né dans le sillage des courants de rénovation culturelle et politique et qui a donné naissance au vingtième siècle, surtout en terre arabe, à des partis ou à des mouvements dits toutefois abusivement « laïcs ».

¹⁹ M.Benchenane « Méditerranée, L'islamisme menace pour les musulmans » Défense national, 1997, p.56.

²⁰ J.Maïla. « Islam et laïcité, approches globales et régionales », (sous la direction de Michel Bozdemir), L.Harmatlan, 1996.

²¹ M.Benchenane « Méditerranée, L'islamisme menace pour les musulmans » Défense national, 1997, p. 56.

Le mouvement bassiste, celui des nationalistes arabes, celui d'une part importante des factions laïques du mouvement national palestinien, le réformisme bourgeois se sont constitués à partir d'une prise de distance de la religion. Telles furent aussi certaines législations portant sur le statut personnel, le mariage et la garde des enfants en Algérie, en Tunisie et en Egypte avant que des temps plus rigoristes ne viennent effacer les effets du progressisme juridique.

L'islam éclairé se veut un islam de progrès, interprétant la religion dans le sens de la plus grande ouverture intellectuelle, légitimant les pratiques socialistes, les nationalisations des entreprises privées et la réforme agraire. A l'époque du président Nasser, des autorités religieuses d'Al Azhar émettaient des fatwas (avis autorisés) concernant le caractère social voire socialiste de l'islam. Cet islam de progrès, islam officiel de la République, acceptait que la souveraineté populaire soit le fondement de l'autorité politique. Si la charia jouait un rôle, ce dernier était d'abord et surtout de source d'inspiration de la législation, la charria étant susceptible elle-même d'être interprétée souplesment sans prétendre accaparer l'ensemble du champ de la législation.

Les conservateurs, quant à eux, ont encore plus que les premiers utilisé le Coran et la mystique musulmane pour asseoir leur pouvoir.²²L'islam conservateur qui fait de la religion la culture dominante du pays, celle en laquelle se reconnaissent les membres de la société et celle de laquelle le pouvoir tire son autorité et sa légitimité. Cet islam, traditionnel en ce qu'il s'entremêle aux structures sociales ancestrales, qu'il scande le rythme de la vie sociale et en constitue l'us et la coutume, tend principalement à exalter le caractère musulman de la société. Il surévalue sans cesse l'identité du groupe et fait de l'islam la composante majeure de cette identité. Pour l'islam conservateur, le religieux apparaît comme une base et une garantie. Une base pour la construction nationale et étatique, une garantie que, dans le processus de modernisation, l'islam tempèrera les effets culturels de l'innovation technique. La société pourra s'ouvrir à toutes les technologies, elle restera musulmane et une acculturation formelle à la modernité pourra dès lors être admise sans danger. Quant aux valeurs tenues pour fondamentales, celles qui touchent à l'ordre public musulman, à la famille, à la moralité islamique, le pouvoir s'en montrera un protecteur puissant. Société de consensus social autoritaire imposé par le souverain et de conformisme religieux, la société où règne l'islam conservateur fait de la charria la source importante de la législation. Mais l'essentiel n'est sans doute pas là. Il est surtout dans le lien qui est établi entre l'ordre du

²² M.Benchenane « Méditerranée, L'islamisme menace pour les musulmans » Défense national, 1997. p. 57.

religieux et l'ordre du politique de telle sorte que le second apparaisse constamment dans sa fonction protectrice du premier et qu'en retour le premier paraisse fonder le second en légitimité. Ce système d'islam peut se concevoir dans sa forme conservatrice puritaine (wahhabite) comme en Arabie saoudite. IL applique la charia ou loi divine aussi bien plan civil que pénal ; il peut aussi exister sous une forme non rigoriste, comme au Maroc. Tel est aussi le cas pour des Etats où sans être explicitement le fondement d'une légitimité dynastique, l'islam est néanmoins utilisé habilement par des groupes qui renforcent de cette manière leur cohésion et diffusent une idéologie d'État qui recourt emblématiquement à l'islam, comme dans les pétro-monarchies du Golfe.

Dans ces trois positionnements, qui jouent sur les registres historiques, social ou théologique de l'islam, le point commun porte sur le fait qu'on ne voit guère trace de démocratie dans le fonctionnement de sociétés souvent gouvernées par des régimes militaires et des partis uniques et contrôlés par des juridictions d'exception. En fait, la rationalité semble ne pas pouvoir pénétrer le champ politique.

Certains ont cru encore plus habile d'utiliser l'intégrisme pour affaiblir leurs adversaires politiques progressistes ou marxistes. C'est ce qu'ont fait Sadate en Égypte et Chadli en Algérie²³.

Tous ont autorisé la construction de dizaines de milliers de mosquées qui sont devenues autant de centres de subversion.

1.2. - L'échec au plan externe.

1.2.1 -La discorde au sein de monde musulman.

Depuis les indépendances acquises au cours des années 1950-1960, les peuples anciennement colonisés ont voulu tourner la page par rapport à l'Occident et instaurer, à la place de l'ancienne domination, une coopération amicale. Mais une séquelle de la période coloniale est restée : la persistance du drame palestinien. Or, les arabes sont extrêmement sensibles à ce drame palestinien. Les couches populaires font souvent l'amalgame modernité/Occident, Occident/appui à Israël, donc hostilité. Le rejet de la modernité se nourrit aujourd'hui des souffrances du peuple palestinien ; cela contribue à les retarder. D'abord ce drame palestinien il est très délicat dont la communauté internationale entière prend conscience aujourd'hui. On espère que la communauté internationale se décidera un jour, le

²³ M.Benchenane « Méditerranée, L'islamisme menace pour les musulmans » Défense nationale, 1997, p. 57.

plus tôt possible, à aider les palestiniens à retrouver le droit à l'indépendance comme tous les autres peuples, c'est ainsi que cette pomme de discorde entre l'Orient et l'Occident disparaîtra. Aujourd'hui, la discorde existant dans le mouvement islamique au Moyen-Orient constitue une menace non pas parce qu'elle est islamique ou intégriste, mais parce que certains de ses membres sont militants et enclins à utiliser des tactiques violentes pour atteindre leurs buts. Ceux-ci sont l'établissement, dans la plupart des États de la région, de nouveaux gouvernements d'orientation islamique qui appliqueront la loi (la charia) et des pratiques administratives islamiques, puis la formation d'un bloc d'États qui sera en mesure de changer les règles des relations internationales et du commerce extérieur et, donc, de modifier l'équilibre actuel du pouvoir économique et politique partout dans le monde.

En mettant l'islam en avant en tant que mode de vie global, à la fois système de valeurs morales et spirituelles et méthode d'administration publique, les islamistes utilisent le potentiel idéologique de leur foi et présentent celle-ci comme une alternative aux idéologies importées de l'Est et de l'Ouest qui ont échoué. « Autant que tout autre élément, c'est la détermination des intégristes à éliminer les élites au pouvoir dans le monde musulman qui fait d'eux une menace pour les intérêts occidentaux, et non son «intégrisme» littéral ou son orthodoxie liée aux questions de foi²⁴ ». L'islamisme condamnait le matérialisme marxiste. Il était donc un ferment d'opposition à l'influence soviétique dans le monde musulman. L'appui américain aux moudjahidins d'Afghanistan en est une illustration. L'islamisme sunnite lutte énergiquement contre les hérésies de l'islam et tente d'endiguer la révolution islamique iranienne, dont le chiisme extrémiste a montré ses effets dévastateurs dans les années 1980, en Iran et au Liban (attentat sanglant contre les soldats américains et français). L'islamisme sunnite est radicalement opposé à l'idéologie progressiste et à la laïcisation du nationalisme arabe. Or, de Nasser à Saddam Hussein, le nationalisme arabe n'a cessé de représenter pour les États-Unis une menace sérieuse pesant d'une part sur ses intérêts pétroliers dans la zone, d'autre part sur son allié traditionnel israélien.

En Jordanie, les "islamistes" sont intégrés à la vie politique, ce qui est une façon pour le roi Hussein de les contrôler.

En Arabie et au Soudan, ils sont au pouvoir. Toutefois, le régime saoudien est contesté, depuis quelques années et surtout depuis la guerre du Golfe, sur le fondement de la religion, par plus intégristes que lui.

²⁴ Shireen Hunter, SAIS review, 6 :1, 1986, p.191.

En Algérie, le pouvoir a cru bon de permettre aux " islamistes " dits modérés de présenter des candidats à l'élection présidentielle de 1995 et aux législatives de 1997. Aujourd'hui, les représentants des partis Hamas et EI-Nahda occupent un tiers des sièges à l'assemblée nationale.

Quant aux régimes arabes qui avaient opté pour la laïcité, on sait ce qu'il en est advenu : Nasser est mort politiquement lors de la guerre des Six-Jours en 1967 . Il reste le régime syrien de Hafez el-Assad qui repose sur la minorité alaouite et qui, il y a une vingtaine d'années, a exterminé les " intégristes " insurgés dans la ville de Hama.

On peut espérer que certains pays arabes qui connaissent un semblant de pluralisme politique sont dans une phase de transition vers la démocratie. Cependant, pour l'heure, cette transition semble bloquée à cause de la crise économique et sociale et de la crise d'identité que connaissent ces sociétés.

Le désespoir est enfin alimenté par des facteurs d'ordre international. L'incapacité dans laquelle se trouve le monde arabe à devenir ou à redevenir un acteur de la vie internationale est source d'humiliation et de ressentiments. Le mouvement national arabe incarné par Nasser et qui était porteur d'une renaissance arabe et d'un accès à la modernité - consolidation de l'État soucieux des intérêts nationaux, conscient du rôle de l'Égypte au sein du monde arabe, volonté de développement économique, progrès, laïcité - s'est effondrée lors de la guerre de Six-Jours. À ce moment-là, le mouvement national arabe a été frappé à mort et le vide ainsi créé a été en grande partie comblé par les " intégristes ", non seulement en Égypte mais aussi dans l'ensemble du monde arabe.

En Palestine, les Israéliens ont, eux aussi il y a quelques années, favorisé le développement du mouvement Hamas pour affaiblir l'OLP²⁵ et discréditer Arafat.

Les négociations israélo-palestiniennes se heurtent progressivement à des questions de plus en plus épineuses .L'assassinat d' Itzhak Rabin (4 de novembre 1995) et l'arrivée au pouvoir, en Israël, d'une coalition de droite dirigée par Benjamin Nétanyahou rendent plus difficile l'application des accords d'Oslo. En septembre 1997, l'autorité palestinienne ne contrôle que 20% de la population et 4% du territoire de la Cisjordanie.

On peut considérer que la discorde au sein de Monde musulman ou la menace que l'islam politique fait peser sur la sécurité et la stabilité de la région et sur les intérêts occidentaux, là ou ailleurs dans le monde, a été exagérée. Des responsables de la République islamique d'Iran dénoncent régulièrement les États-Unis comme étant l'incarnation de

²⁵ M.Benchenane « Méditerranée, L'islamisme menace pour les musulmans »Défense national, 1997, p. 57.

l'arrogance mondiale, mais les deux États continuent de commercer. Toute nouvelle direction islamiste qui viendrait au pouvoir dans d'autres États à majorité musulmane se développerait probablement selon la même orientation. Les dirigeants iraniens critiquent régulièrement le système international, mais participent à la plupart de ses organismes et de ses activités, bien qu'avec un enthousiasme limité et parfois en protestant. Les pays islamiques utiliseront vraisemblablement toutes les influences qu'ils pourront rassembler, seuls ou en s'alliant avec d'autres pays du tiers-monde et non alignés, pour modifier à leur avantage le système international. Leurs ressources pour mener une action concertée efficace sont maigres et surtout limitées à des alliances stratégiques. À moins de pouvoir se trouver davantage d'intérêts communs dans un cadre de référence islamique et de réunir efficacement leurs forces pour y arriver, ces pays auront peu de chances d'exercer une influence internationale considérable.

Les islamistes pensent que les dirigeants actuels de la majorité des pays de la région doivent être déposés pour l'une ou l'autre des raisons suivantes, ou pour toutes : 1) ces dirigeants n'appliquent pas la charia ou ne l'appliquent pas assez strictement; 2) ils sont cupides, corrompus et enclins à la débauche, ce qui contrevient au sens islamique de la justice sociale; 3) ils sont perçus comme des clients des puissances occidentales, surtout de la superpuissance hégémonique.

1.2.2. - L'impuissance à régler le problème palestinien.

Le conflit israélo-palestinien est né de la confrontation de l'Etat israélien avec le peuple palestinien qui cherche à obtenir un statut d'Etat alors que les citoyens futurs seront en partie de nationalité israélienne ou qu'ils habitent en partie dans les territoires occupés par Israël ou alors dans des pays tierces comme par exemple la Jordanie voire la Syrie.

Quant aux facteurs liés à la création d'identités dans le cadre de ce conflit, le sionisme représente, par rapport au judaïsme traditionnel, une rupture en confrontant l'identité confessionnelle avec un nationalisme judaïque qui se projette sur la Palestine en tant que territoire d'origine du peuple judaïque²⁶. Les Palestiniens, par contre, qui, d'un point de vue ethnique, ne se distinguent pas de leurs voisins arabes, ripostent, face à ce défi, par un nationalisme arabe façonné sur l'exemple occidental. L'identité des palestiniens ne s'est créée

²⁶ A. Chauprade « Géopolitique, constantes et changements dans l'histoire » Ellipses, France, 2003, p. 209.

qu'après des dizaines d'années de confrontation avec Israël, pouvant être qualifiée de communauté d'infortune et de souffrance.

L'effet lié à la création d'une identité par la religion est d'abord à considérer comme secondaire même si les Palestiniens en sont revenus aux valeurs islamiques depuis 1967 et même si cette année marque la naissance de l'extrême droite israélienne qui trouve dans le mouvement des colons une base de soutien massive. Cette première appréciation sera remise en question en profondeur dans les deuxième et troisième parties.

Les Palestiniens déduisent de la colonisation arabe, qui remonte au septième siècle, la légitimation de leurs droits de possession sur le territoire, alors que les Israéliens sont dans la mesure de renvoyer, à part de leurs droits fondés dans la bible²⁷, à l'acquisition légale des terres après 1918. Dans l'ensemble, le conflit peut être désigné de « conflit d'antériorité » classique si l'on tient à classer l'acquisition légale des terres.

Du point de vue géopolitique, le conflit remonte essentiellement à la question territoriale. Dans ce contexte, les minorités, qui n'habitent pas au cœur du territoire colonisé de l'ethnie concernée, constituent le problème principal dans la recherche d'une solution politique qui sera capable de garantir la sécurité d'Israël à l'intérieur et à l'extérieur ainsi que la capacité de survie de l'Etat palestinien. En ce qui concerne le territoire israélien, ce sont les Palestiniens qui revendiquent un droit de retour sur le territoire israélien, ainsi que la minorité palestinienne en Israël qui représente déjà à l'heure actuelle un défi démographique pour Israël. Du côté des Palestiniens, ce sont les 180 000 colons juifs des territoires occupés, garants de la sécurité d'Israël, qui empêchent pourtant la création d'un Etat palestinien homogène. Ce problème de fond n'a pas été résolu, même pas par les accords d'Oslo.

Le conflit israélo-palestinien ne relève pas de la guerre religieuse et ne se laisse pas non plus qualifier d'élément d'une éventuelle confrontation globale des religions, à savoir le christianisme, l'Islam et le judaïsme.

Il s'agit plutôt d'un conflit local entre deux nationalités dont l'une se trouve être le propriétaire d'un état et l'autre aspire à un statut d'Etat. A cela s'ajoute que la religion ne joue pas un rôle primordial sur le plan de la création d'une identité mais contribue plutôt à aggraver le conflit, particulièrement dans les domaines où les différences religieuses s'affrontent aux différences socio-économiques : c'est le cas pour les juifs, les colons en particulier, dont l'idéologie repose sur un mélange de nationalisme et de mysticisme religieux, qui cherchent à protéger les acquis, c'est-à-dire les ressources en terre et en eau face aux

²⁷ P. Gaudin « Les grandes religions », éditions ellipse, Paris, 1995 .

revendications palestiniennes, alors que l'islamisme recrute ses partisans parmi la jeunesse palestinienne privée de tout avenir sur un plan économique. L'élément clé du conflit israélo-palestinien reste la question territoriale du fait que les juifs ont, dès le début de la colonisation de la Palestine par le mouvement sioniste, ignoré la présence des arabes et que les arabes, de leur côté, ont pour des décennies nié la présence d'un état juif. Quant au territoire de l'Etat israélien, des garanties de sécurité sont mises en jeu, qui ne pourront être obtenues par une invitation de participer aux négociations à l'adresse des voisins arabes. Les Palestiniens, par contre, visent la création d'un état homogène et capable de s'imposer, un objectif qui ne se laissera réaliser que par des concessions territoriales importantes du côté d'Israël en renonçant en grande partie aux colonies situées dans les territoires occupés. Seulement en cédant aux Palestiniens un état doté d'une certaine autosuffisance économique, apte à offrir une certaine prospérité à sa population il sera possible de forcer l'autorité palestinienne, de faire preuve de son aptitude de créer un état de droit en contenant, voire poursuivre les extrémistes et en coopérant avec les forces modérées de la société palestinienne. Donc il semble que la question de la sécurité intérieure d'Israël est fortement liée à la question de la prospérité et au développement démocratique des Palestiniens.

Tant que toutes les religions présentes sur place n'exercent pas un rôle pacifiant en faveur d'une politique de réconciliation et de compromis, les acteurs étatiques profiteront de leur côté du fait religieux pour soutenir leurs intérêts géopolitiques par une escalade de la violence contrôlée et ne feront pas les concessions élémentaires nécessaires pour une résolution paisible du conflit dans un avenir proche.

On peut constater que même les protagonistes politiquement modérés des deux côtés utilisent l'argument de la légitimation religieuse pour justifier leurs revendications politiques. Néanmoins, ni l'Autorité nationale palestinienne, ni le gouvernement israélien ne poursuivent une politique étrangère islamiste ou juive même si la constitution israélienne porte des caractéristiques théocratiques et que les deux côtés se servent de la religion pour légitimer leurs revendications territoriales.

En ce qui concerne le côté israélien, Sharon a déclenché, par sa visite provocante du Mont du Temple « l'El Aqsa-Intifada », la colère des palestiniens. Son but était d'empêcher Ehud Barak de faire preuve d'une attitude trop conciliante, ce qu'il semble avoir atteint. En tant que ministre-président, Sharon se retrouve avec son gouvernement en pleine zone de tension entre le parti travailleur de gauche de Barak et le parti d'extrême droite « Unité nationale » qui revendique entre autres le transfert des Arabes à travers la frontière la plus proche. La manifestation d'environ 50 000 colons et jeunes ultra orthodoxes à l'occasion de

l'enterrement de l'ultra nationaliste Benjamin Kahane, qui avait été assassiné par des extrémistes palestiniens, peut être considérée du côté des colons juifs, comme la preuve que des ambitions géopolitiques se mêlent à la légitimation religieuse. La politique d'assassinat des chefs du Hamas, Cheikh Yacine et Al Rantissy en plus du siège continu de Yasser Arafat, président élu des palestiniens ne fait qu'obscurcir l'horizon aux yeux des politiciens mêmes les plus modérés du Fatah qui risquent de voir leurs masses populaires rejoindre les islamistes, surtout face au soutien inconditionnel du président Bush à la politique d'assassinat des chefs politiques palestiniens.

Quant à l'Autorité nationale palestinienne, il semble que Arafat ait forcé le gouvernement Barak à faire des concessions maximales en raison des exactions des extrémistes déchaînées. Toutefois, par ses refus, Arafat était ainsi devenu le plus important assistant électoral de Sharon. Arafat espère que l'augmentation de la pression internationale, suscitée par une aggravation ultérieure sous Sharon, forcera Israël à faire des concessions plus amples. Il n'est pas sûr que le chef de l'Autorité nationale palestinienne soit encore en mesure de contrôler les actions des islamistes ou si c'est lui-même qui commence à être contrôlé par ces derniers. Actuellement, Arafat semble être le plus important porte-parole des affaires palestiniennes sur l'avant-scène de la politique étrangère. Cependant, s'il n'arrive pas à se porter garant, sur le plan de la politique intérieure, d'une prospérité économique ainsi que de l'ordre intérieur, les organisations musulmanes se proposent, comme cela a été présenté ci-dessus, en tant qu'alternative politique. Le succès respectif des Frères musulmans dans la bande de Gaza économiquement défavorisée souligne cette menace tout particulièrement. Là-dessus, il est à craindre que le bouclage des territoires autonomes par Sharon, ne menace par les conséquences économiques catastrophiques pour les Palestiniens et le renforcement de l'extrémisme, l'avenir politique de Sharon mais aussi celui d'Arafat.

Le Palestiniens doivent se contenter d'un retrait partiel, prélude à un autre retrait partiel en Cisjordanie. L'avenir ressemble tellement au passé que l'on a l'impression d'une nouvelle édition du même texte. Mais puisque certains héros ont changé, rien ne peut être désormais semblable. Il revient cette fois à Arafat, en septembre 2003, d'annoncer « la mort de la feuille de route.²⁸ La décision israélienne d'en finir avec le Hamas par la force, en tuant tous ses dirigeants (y compris le cheikh Yassine, considéré comme l'inspirateur qui a été abattu le lundi 22 mars), a déclenché un nouveau cycle d'attentats, représailles, occupations des zones autonomes, attentats...

²⁸ JP FERRIER, « L'année diplomatique 2004 » Gualino éditeur, Paris, 2003, p.155.

2.- L'ISLAMISME , MANIFESTATION DE PEUR PAR RAPPORT À LA MODERNITÉ.

2.1- La fascination exercée par la modernité.

2.1.1. L'aspiration au bien être.

La modernité se conçoit comme une tentative universelle des sociétés pour s'insérer dans le monde contemporain afin d'y faire respecter leur place et leur choix. On peut donc parler d'une modernité « contemporaine » qui serait la référence actualisée des projets d'avenir de la majorité des sociétés présentes dans le monde.

Dans le concept de l'intégrisme qui manifeste la peur par rapport au changement de la modernité, cette peur renvoie au fonctionnement de l'être humain qui est résistant au changement²⁹. Ce changement est abordé sous deux aspects : la fascination exercée par la modernité et le rejet de la modernité .

L'expédition de Bonaparte en Egypte, de 1798 à 1801, marque l'entrée de la modernité occidentale dans les sociétés arabo-musulmanes.

Cette confrontation, ce choc qui frappe la pensée arabe et l'islam politique de l'époque amènent ces sociétés à prendre conscience de leurs faiblesses. Le traditionalisme rigide imposé par la souveraineté ottomane au XVI^e siècle explique tout d'abord, leur retard culturel. La pensée religieuse a régressé: deux courants principaux, l'islam officiel des Ulémas, cantonné dans le respect des dogmes et celui populaire mythique, attaché à des rites et sans perspective passée ou future, se sont substitués à l'islam classique, érudit et juridique, ouvert à l'« ijthihad » et à la raison spéculative. Ils sont incapables de s'opposer intellectuellement à une Europe engagée, depuis la Renaissance et la Réforme, dans une réflexion en rupture avec la pensée antique et médiévale, fondatrice de sa modernité.

S'ensuit une profonde agitation intellectuelle et religieuse visant à la renaissance du monde arabo-musulman.

Depuis l'expédition de Bonaparte, à la fin du XVIII^e siècle, le monde musulman a pris conscience de son retard et a essayé de s'ouvrir peu à peu vers l'Occident. Ils ont commencé à réformer la société et l'État. Les efforts de Mohamed Ali en Égypte, le Tanzimat en Turquie, l'École polytechnique à Tunis. Ils ont commencé à importer les idées et les méthodes d'Occident.

²⁹M.Benchenane « Méditerranée, L'islamisme menace pour les musulmans »Défense national, 1997, p. 58.

Le problème se pose avec la charia qui fait partie de son patrimoine. Tous les musulmans connaissent une inquiétude, un déchirement. Qu'ils soient membres de l'élite ou simples citoyens, qu'ils soient gouvernants ou gouvernés, ils connaissent tous ce déchirement parce que, d'une part, ils voulaient rester attachés à leur religion, à leur histoire, à leur patrimoine et, d'autre part, ils voulaient bénéficier de la liberté, de la démocratie, des droits de l'homme et de la modernité.

Cette Fascination est exercée par la modernité parce qu'elle permet d'accéder au bien-être, à des avantages matériels, au confort, à des privilèges, enfin grâce à l'identification aux pouvoirs en place ; fascination aussi parce que des dizaines de millions de foyers captent les télévisions occidentales grâce à la parabole , que les islamiste algériens ont surnommée la « paradiabolique », ³⁰et qu'ils peuvent découvrir que le monde, surtout l'Europe est si proche et si loin, et qu'ils peuvent trouver en la regardant un haut niveau de vie et de libertés, d'organisation différente et d'efficacité, d'invention et d'innovation permanentes pendant que les sociétés arabes sont plongées dans une situation d'échec et d'impuissance.

L'Algérie, depuis que le régime militaire a pris le pouvoir 1962 a voulu s'industrialiser en brûlant les étapes sans tenir compte des réalités sociologiques, psychologiques et culturelles. Elle a procédé à une injection massive de technologie sur un "terrain " qui n'y était pas préparé, plus de 80 % des Algériens étant analphabètes.....

En Algérie, l'industrialisation a contribué à aggraver la désarticulation de la société. Seule une minorité a bénéficié de la modernité, d'une amélioration de ses conditions de vie, d'un système éducatif francophone performant pour ses enfants. Il s'agit des cadres pour lesquels le pays a dépensé beaucoup d'argent afin de les faire former dans les écoles et universités françaises, européennes et aux États-Unis.

Cette situation confortable pour eux (niveau de vie élevé et mode de vie occidental) a entraîné, sans même qu'ils s'en rendent compte, leur détachement et leur isolement du peuple auquel ils étaient censés appartenir. Dans le même temps, il y a une majorité oubliée et orientée vers des filières arabisées au nom du dogme de l'appartenance au monde arabe.

³⁰ M. Benchenane « Méditerranée : l'islamisme, menace pour les musulmans », Défense national, octobre 1997, p. 60.

2.1.2. -Le rôle des images.

L'arabisation a été et reste une option stratégique, mais comme il n'y avait pas de professeurs d'arabe sur place, ils ont été recrutés au Proche-Orient³¹.

Au Maghreb, ce sont les différents politiques nationales d'arabisation qui permettent aux frères musulmans de développer leurs idées. Car, démunis d'élites arabophones par une politique coloniale qui a imposé l'usage de la langue française, les nouveaux Etats arabes, et, au premier chef l'Algérie, vont faire appel à des enseignants étrangers, en provenance du Moyen-Orient.

Ces professeurs, généralement peu instruits mais majoritairement acquis aux thèses des frères musulmans, vont arriver d'autant plus facilement au Maghreb que les dirigeants de leurs pays d'origine voient partir avec soulagement de potentiels agitateurs politiques. Partout, mais à des degrés divers en raison de l'état de vigilance des services de sécurité, se reproduit le modèle égyptien. Après le système d'éducation primaire, creuset des nouvelles générations avides d'un idéal qui puisse effacer la honte de la faiblesse arabe, l'islamisme touche l'université.

C'est ainsi que des milliers d'enseignants de qualité contestable sont arrivés en Algérie. Parmi eux, beaucoup de Frères musulmans, c'est-à-dire des individus appartenant au courant "intégriste " proche-oriental, qui considéraient que l'Algérie, "contaminée " par la présence française, était une terre à arabiser et à ré islamiser. Par l'arabisation, ils ont inoculé une version extrémiste de l'islam en se servant souvent du Coran comme moyen pédagogique et en l'interprétant de façon obscure et obtuse. Il s'agit bien sûr d'une mauvaise utilisation de l'arabe et de l'islam, mais si elle était actualisée, elle aurait pu permettre d'accéder à la modernité, car l'islam bien compris incite à l'ouverture et à la tolérance.

À l'école, l'enseignement est l'héritage de l'anciennes école qui était religieuse. Quand on a modernisé l'école, on a introduit les langues étrangères, les sciences exactes : la physique, la biologie, les sciences naturelles, etc. Ces matières se sont ajoutées à l'enseignement religieux qui, même s'il a été abrégé, a continué à avoir le même esprit et le même contenu. Du coup, aujourd'hui, contrairement au monde entier où les écoles étatiques enseignent aux enfants la philosophie de base de l'État moderne, dans la plupart des pays musulmans, on continue à enseigner la charia avec la référence à la société idéale qu'elle contient, alors que cela ne correspond à aucune réalité. On applique la modernité avec un droit

³¹ M.Benchenane « Méditerranée, L'islamisme menace pour les musulmans » Défense national, 1997, p. 59.

pénal, civil, commercial moderne, le contraire de ce que l'on enseigne. Pour prendre un exemple, à l'école, on enseigne encore aux enfants que le prêt à intérêt est un péché et lorsque l'enfant sort dans la rue, il trouve une économie moderne fondée sur le système bancaire qui, lui-même, est fondé sur le prêt à intérêt. Voilà comment on « fabrique », des gens aux esprits manipulables. Voilà comment, dans les pays musulmans, on a encore souvent un courant islamiste et une jeunesse parfois désorientée. Il faut donc réformer cela. L'évolution du monde musulman a aussi été retardée par des facteurs internationaux.

Au final, cette nouvelle idéologie donne un espoir nouveau à tous les laissés pour compte : au lumpenprolétariat que l'échec des politiques de développement national va largement développer ; aux élites intellectuelles qui n'obtiennent pas les postes promis par leurs diplômes et confisqués au profit des enfants de la nomenklatura.³²

Les élites modernistes arabes ont rompu avec les systèmes de solidarité traditionnelle. Par leurs vêtements, leur mode de vie, c'est à dire par leur culture, elles se sont occidentalisées.

2.2. - La rejet de la modernité.

2.2.1- Les élites coupées de leur peuple.

Si l'on prend l'exemple de l'Algérie, il faut analyser la guerre civile, il faut comprendre qu'une majorité de la population ne devient pas du jour au lendemain, pour des motifs obscurs, dangereusement fanatique. Que l'on peut accuser l'Occident de tous les maux tout en ayant des parents qui parlent français et en regardant la télévision française, que l'on peut prôner un retour aux valeurs de l'Islam tout en rêvant de la libéralisme de la société occidentale, que l'on peut dénigrer la malhonnêteté des dirigeants tout en restant malhonnête soi-même pour survivre. Il faut voir l'écartèlement quotidien auquel sont soumis les jeunes algériens qui, rappelons-le, constituent près des trois quarts de la population. En 1992, la frustration, le désespoir et la répression ont débouché tout naturellement sur la violence. Il est clair qu'une démocratie ne se bâtit pas en quelques années, voire même en quelques décennies. Ce pays, mis à rude épreuve depuis presque le tout début de son indépendance, se cherche un équilibre. Il a toutes les plus grandes difficultés à trouver sa voie. Coincé entre un régime socialiste qui n'en finit plus de mourir et un fort mouvement religieux qui n'a pas grand chose à offrir, il voudrait se sortir de l'impasse.

³² JP CONRAD « Origines et réalités de l'islamisme activiste », Paris, ISC 2000, pag 8.

Il y a un ensemble de facteurs qui fait croire aux uns et aux autres que modernité égale occidentalisation. Or cette modernité occidentale provoque chez ceux qui en sont exclus, à la fois une fascination et un rejet violent. Cependant, cette modernisation-occidentalisation provoque aussi un rejet violent de la part de ceux qui en sont exclus et qui n'ont aucun espoir d'y accéder.. Rejet violent également de la part de ceux qui considèrent que la modernité occidentale est dans une impasse notamment un bon nombre de courants islamistes³³.

Ils aperçoivent l'essence des sociétés occidentales de la façon suivante : un individualisme forcené qui isole l'homme et le rend vulnérable et malheureux ; un matérialisme débridé dépourvu de toute morale et de toute éthique, la préoccupation exclusive d'intérêts égoïstes ; des entités nationales antagonistes tournant le dos à l'idéal de fraternité universelle ; une recherche obsessionnelle des plaisirs sensuels, telle est l'image que se fait le citoyen moyen dans les pays musulmans de la modernité occidentale et par conséquent les élites et leurs peuples ne parlent pas le même langage et ne partagent pas le même avis sur l'occident. Ceci est favorisé d'ailleurs par l'attitude négative des élites occidentalisées qui souvent restent à l'écart des masses.

2.2.2.- La peur de l'aliénation.

Les musulmans du monde entier, et non seulement ceux du Moyen-Orient, trouveront leur propre mode d'adaptation à la modernité. Beaucoup d'entre eux ont déjà géré la transition sans qu'il y ait de graves bouleversements individuels ou collectifs. Cependant, le processus prend du temps et n'est pas toujours harmonieux. Les intérêts et les normes suscitent souvent des conflits. Le meilleur exemple des risques d'affrontement entre les droits de la personne et les droits collectifs est l'affaire des Versets sataniques, de Salman Rushdie, dont on a beaucoup parlé et qui n'est toujours pas réglée. Le recours à la force pour s'emparer des structures actuelles de gouvernement et pour prendre le contrôle social dès les premières étapes de ce processus, avant que certains des ajustements des valeurs de base soient faits, est une source d'irritation et de distorsion qui retardera probablement l'adaptation du système islamique au nouvel ordre international. Le monde arabe a connu un retard historique, une peur de l'aliénation. La civilisation arabe a vécu un âge d'or jusqu'à il y a trois ou quatre siècles.

³³ M.Benchenane «Méditerranée:l'islamisme, menace pour les musulmans », Défense national, oct. 1997, p.60

Dès le XIXe siècle il a voulu s'inspirer de l'Occident. C'était le modèle, mais le modèle l'a trahi à cause de l'agression coloniale. Cet Occident, qu'il voulait imiter, qu'il admirait, dont il voulait importer la science, la technique ainsi que la modernité politique et sociale, l'a opprimé et l'a maintenu dans l'ignorance pour l'exploiter et puiser ses ressources. Il fallait s'opposer à lui et pour en arriver là, il a fallu faire le plein des forces sociales et entraîner les conservateurs aussi, dans le mouvement national de lutte pour l'indépendance. Se battre sur deux fronts contre les conservateurs pour la modernité occidentale et contre l'Occident pour la libération c'est difficile, cela introduit une ambiguïté dans l'attitude des dirigeants.

Depuis, une période de décadence a commencé. On ne conteste pas la peur de l'aliénation sur le plan économique, sur le plan matériel. Le monde arabe s'est fermé à tout ce qui se passait à l'étranger, à tous les progrès scientifiques, techniques et philosophiques de l'extérieur. Il est matérialisé par le fait que le monde arabe n'a pas enfanté un Voltaire, un Rousseau, un Montesquieu ou un Locke, il n'a pas enfanté non plus Maxwell, Einstein ou Newton³⁴. Nous devons cette grande distinction aux théologiens. Pour ces derniers, autant les découvertes occidentales en matière de science et de technique sont des découvertes neutres dont on peut donc s'inspirer et que l'on peut importer, autant les avancées philosophiques d'auteurs qui parlent de politique ou de rapports sociaux, touchent la religion et, par conséquent, ne peuvent être importées. C'est une sorte de distinction entre la peur de l'aliénation : une peur acceptée et une peur qu'on refuse de voir. Cette distinction entre les deux et le refus de changement en matière sociale et politique ne peut pas s'expliquer sans le recours à la notion de *tourath* ou patrimoine. Le patrimoine est l'ensemble des écrits des anciens, depuis quatorze siècles, qui porte sur l'organisation de l'État et de la société. Tous les rapports individuels, sociaux et politiques ont fait l'objet d'une réglementation inspirée de la religion et qui a donc un caractère religieux. Pour certains, c'est la religion elle-même et donc on ne peut pas y toucher. Il faut que les choses restent telles qu'elles sont.

L'une des constantes de ce patrimoine est que la communauté l'emporte sur l'individu. Prenons un exemple. Une femme veut sortir dévoilée dans la rue, le visage découvert, comme tout le monde, c'est l'exercice d'un droit, l'exercice d'une liberté individuelle. Non, répondent les théologiens. Ce serait une incitation à la débauche et la communauté a le droit de réagir pour éviter cette débauche. Donc le droit de la communauté est plus fort que le droit

³⁴ M.CHARFI, « Islam et liberté », Paris, 2003, p. 3.

de l'individu, d'où l'écrasement de la liberté individuelle. En fait, cela aboutit à l'absence d'autonomie de l'individu et à l'absence d'autonomie du droit et de l'État par rapport à la religion. C'est ce qui explique cette réputation de l'islam qui serait hostile à la liberté, à la démocratie et aux droits de l'homme. En fait, cela constitue, une erreur. L'islam est une religion libérale. On pensait que l'islam était la religion de la dictature et que maintenant on parle de liberté ? Les religions monothéistes ont connu des périodes de l'histoire où elles ont donné lieu à des interprétations autoritaires contraires à la liberté et à la démocratie, mais ces interprétations ont évolué. Généralement, par peur des islamistes, les gouvernants tiennent un langage ambigu, ne disent pas les choses telles qu'elles sont, n'expliquent pas à leurs peuples les raisons qui justifient les changements considérables qui ont été introduits. Puisque la charia n'a jamais été abrogée, théoriquement, elle existe encore et l'imam continue à s'en inspirer dans son sermon du vendredi à la mosquée.

La solution de l'État islamique est le retour au Coran et à la sunna (tradition, dires, pratiques et comportement du Prophète Mûhammed). L'évacuation de toute réflexion vraiment politique au profit d'une pensée tautologique réduite au slogan (comme « L'Islam est la solution », « Tout est dans le Coran »)³⁵. Puisque la modernité est portée par les Occidentaux, qui sont par définition des infidèles, elle est forcément déstabilisatrice et subversive. Il est indispensable d'en prendre le contre-pied en revenant aux sources de l'islam, à son authenticité et à son identité pure. Cette attitude n'est pas incompatible avec l'essence même de l'Islam qui n'est pas en contradiction avec la modernité et la science qui peuvent être perçues de manière homogène avec les traditions et les valeurs islamiques.

³⁵ O.Roy, « Généalogie de l'islamisme », Hachette littératures, 1995, p.117.

3.-L'ISLAMISME : RÉSISTANCE CULTURELLE AU MODELE CULTUREL DOMINANT.

3.1- Les rapports de force culturels au niveau mondial.

3.1.1- Le modèle américain.

En évoquant les rapports de forces, on pense surtout aux moyens militaires, au dynamisme de l'économie, à la bonne santé de la monnaie, aux résultats du commerce extérieur, au niveau scientifique et technologique atteint par un pays. Toutefois, on a tendance à négliger la culture en tant que composante du rapport de forces entre les peuples à l'échelle mondiale.

Il est évident que les Américains en ont conscience. Ils ont même compris très vite et très tôt qu'on domine plus sûrement et plus durablement les peuples par la culture que par l'occupation de territoire. L'intelligence consiste, lorsqu'on veut mener une politique de puissance, à chercher à occuper les consciences plutôt que les pays.³⁶

Aujourd'hui, le modèle de référence est celui des sociétés occidentales qui donnent à la modernité ses caractéristiques singulières : l'apparition dans la civilisation occidentale (et seulement dans celle-ci) de phénomènes culturels qui ont revêtu une signification et une valeur universelles.

Tout d'abord, c'est la forme de l'Etat occidental qui émerge de la dépersonnalisation de la souveraineté, de la différenciation et de la centralisation des structures de gouvernement et de l'administration, de la distinction des sphères publiques et privées. Son expression politique est contenue dans le système démocratique. Toute la difficulté du concept vient de la définition du terme « peuple ». A la base de l'idée démocratique, un principe intangible : c'est du peuple que procède tout pouvoir. En ce sens, quelle que soit sa forme, la démocratie exclue nécessairement la transcendance. L'autorité et le pouvoir qui en émanent ne peuvent venir ni d'un dieu, ni d'un roi, ni de privilégiés qui tiendraient leur privilège d'un ordre extérieur au peuple. Il s'agit bien ici de séparer le temporel du spirituel et d'exclure la religion de la sphère politique.

Autre caractéristique de la civilisation occidentale, l'expansionnisme du capitalisme moderne, qui découle d'une structure sociale spécifique qui encourage la poursuite de la rationalisation des pratiques politiques juridiques et économiques et s'accompagne de

³⁶ M.Benchenane «Méditerranée:l'islamisme, menace pour les musulmans », Défense national, oct. 1997, p.61

l'impersonnalisation des rapports sociaux, parallèlement à l'affaiblissement des liens collectifs et des structures communautaires.

Ce modèle, façonné aujourd'hui par les occidentaux, représente une valeur universelle qui est également revendiquée par les intellectuels musulmans. Ainsi que le confirme Mustapha Benchenane ³⁷« L'accès à la modernité [...] consistera à élever le niveau d'intelligence de ces peuples en les faisant accéder à la rationalité critique. La modernité qui suppose la reconnaissance des droits de l'individu, des droits de l'homme, de la liberté de conscience et d'expression, mène à la laïcité, à une laïcité bien comprise, vigilante et tolérante. Celle-ci est le pacte nécessaire à la paix sociale, politique, culturelle.

Loin de l'esprit des réformateurs musulmans avant la chute de l'Empire ottoman qui, au contact de l'Occident et en plein mouvement de renouveau culturel, ont voulu réconcilier islam et monde moderne, la naissance des mouvements islamiques anti-occidentaux a eu lieu après la Première Guerre mondiale, à l'heure où le monde musulman était déjà sous occupation européenne. Pourtant, l'essor de ces mouvements bien structurés et populaires sera freiné dès la fin des années 40. Les pays musulmans, fraîchement indépendants et regardant vers l'avenir, ont alors mis leurs espoirs dans des mouvements certes nationalistes, mais pas anti-occidentaux.

Le résultat a été bien décevant. Après la prise du pouvoir par les bourgeoisies inexpérimentées et corrompues, les coups d'Etat militaires ont tué tout espoir de changement. Durant trois décennies, les nouveaux maîtres du monde musulman ont accumulé les échecs économiques, politiques et culturels. Aucun pays islamique, à l'exception notable de la Turquie, n'a réussi à créer un Etat-nation moderne. Aucun n'a construit une véritable démocratie ; et hormis l'émergence des pays musulmans du Sud-Est asiatique, aucun pays musulman ne brille par ses prouesses économiques ou technologiques.

3.1.2.- La standardisation culturelle du monde.

La standardisation de l'islam est un phénomène qui s'inscrit dans le processus mondial de l'évolution culturelle et sociale et qui embrasse tout le spectre de la société traditionnelle édiflée sur la religion. S'intéresser surtout aux extrémistes qui sont à la périphérie de la communauté islamique, c'est fausser l'importance d'une entreprise beaucoup plus vaste. Le

³⁷ BENCHENANE M., « Religion et politique », Revue Défense nationale, novembre 1999, p. 53

renouveau et la reconstitution de la pensée et de la pratique religieuses dans le monde islamique et leur adaptation à la modernité constituent un grand projet, dynamique et prudemment progressif.

Cette standardisation est en effet une tentative d'adaptation aux besoins locaux et aux normes qui découlent des progrès sociaux et technologiques faits en Europe et ailleurs pendant une longue période d'évolution fondamentale, qui va de la Renaissance et de la Réforme à l'explosion scientifique du 20^e siècle, en passant par la révolution industrielle et le Siècle des lumières, et ce, en à peine plus d'un siècle. Les radicaux représentent le point de vue d'une minorité dans le cadre de référence de la globalisation.

Dans la culture, il y a la langue qui est porteuse de symboles, de systèmes de valeurs, de modes de pensée, de rapports au monde. Elle structure l'inconscient

Les "islamistes" sont conscients de la faiblesse de leurs pays, de la supériorité écrasante de l'Occident dans tous les domaines. Ils ont compris que la culture est un enjeu déterminant, décisif.

C'est pourquoi les "intégristes" algériens considèrent que leur pays n'est pas encore décolonisé. Il faut aller beaucoup plus loin en menant jusqu'à son terme la décolonisation culturelle, donc de l'élimination de l'influence française.

Pour l'"intégriste", l'ennemi intérieur est celui qui parle la langue de l'étranger occidental parce qu'il affaiblit le musulman en le pervertissant, en lui faisant perdre son identité, en l'éloignant de sa religion et en le ramenant à l'ère de la jâhiliyya, c'est-à-dire à l'époque de l'ignorance préislamique, donc de l'ignorance de Dieu.

Les "islamistes" sont convaincus que se situent dans la jâhiliyya³⁸ et doivent être combattus les infidèles occidentaux et les élites arabes occidentalisés et donc infidèles parce que occidentalisés.

3.2.- Le mythe de l'identité pure.

3.2.1.- La nostalgie de l'âge d'or.

On est là dans l'un des mythes les plus dangereux qui soit, celui de l'"identité pure", qui est la réponse des "intégristes" à la peur de perdre leur identité culturelle par la standardisation culturelle du monde au profit des Américains qu'on appelle pudiquement mondialisation, celle-ci n'étant pas uniquement économique et commerciale.

³⁸ M.Benchenane «Méditerranée:l'islamisme, menace pour les musulmans », Défense national, oct. 1997, p.62.

L'identité est fragilisée par l'ensemble de ces facteurs qui prévalent chez ces peuples et que sont l'incertitude des lendemains, la détresse et le désespoir. C'est sur ce terrain que travaillent et prospèrent les extrémistes pour qui il est dès lors facile de manipuler des masses désespérées et ignorantes en utilisant notamment deux mythes : celui du paradis perdu de l'âge d'or et celui des lendemains qui chantent.

Il y a des périodes de l'histoire qui fécondent particulièrement l'identité des peuples ; leur splendeur est parfois telle en comparaison de la situation présente, que certains peuples nourrissent la nostalgie du retour à l'âge d'or.³⁹

L'islamisme magnifie ainsi l'époque de la prédication de Mahomet, dite époque de Médine et du premier califat de l'islam, qu'il qualifie d'âge d'or islamique.⁴⁰

La volonté de retour à l'âge d'or abrite souvent une volonté de purification dans laquelle génère alors une violence sans mesure à l'encontre de tout ce qu'il estime être une souillure de son propre idéal.

Lorsque Mûhammed et ses premiers disciples ont été persécutés à La Mecque par les Arabes polythéistes, y compris par ceux de la tribu des Qoraichites à laquelle appartenait le Prophète, ils ont traversé le désert, accomplissant un périple de 350 kilomètres, pour se réfugier à Yatrib, devenue par la suite Médine. C'est dans cette ville que l'islam s'est consolidé avant de s'étendre à toute l'Arabie puis, en moins d'un siècle, du Tage à l'Indus, du Golfe à l'Atlantique puis à une partie de l'Europe. C'est à Médine qu'est enterré Mûhammed et c'est là qu'il est censé avoir édifié le premier État musulman et la cité parfaite. Médine est réalité et mythe, modèle et source d'inspiration, exemple et projet⁴¹.

Grâce à la pureté du message originel, à leur foi, à leur soumission à Dieu, Mûhammed et les musulmans ont édifié une civilisation, une culture et un empire. Cette oeuvre a été poursuivie par les successeurs du Prophète, les quatre premiers califes ou rachidûns (les bien-inspirés). Ensuite et malheureusement, petit à petit, on s'est éloigné de la vraie foi, du vrai message et les musulmans ont perdu, en puissance, en crédibilité, en respectabilité.⁴²

Pendant l'âge d'or de l'impérialisme moderne, un des activistes les plus francs a été Jamal al-Din al-Afghani (Asadabadi), un penseur et orateur qui a prêché le panislam et l'anti-impérialisme, principalement dans les territoires musulmans sunnites d'Inde, d'Égypte et de Turquie, comme le moyen le plus efficace de modifier la situation des musulmans du Moyen-

³⁹ A. Chauprade, « Géopolitique, constantes et changements dans l'histoire », Ellipses, France 2003.

⁴⁰ O. Roy, « L'échec de l'islam politique », Le Seuil, Paris 1992, collection Esprit.

⁴¹ M. Benchenane, « La méditerranée, enjeu stratégique », revue Défense nationale, octobre 1997

Orient à son époque (il est mort en 1897). D'autres représentants du mouvement et du message islamistes qui ont eu du succès préconisaient la réforme des dimensions internes et externes de la vie des musulmans.

Depuis l'abolition, en 1924, du califat ottoman, dernier des gouvernements islamiques multinationaux indigènes, la majorité des musulmans du Moyen-Orient sont gouvernés soit par des chefs tribaux, féodaux ou monarchiques traditionnels, soit par des élites modernisées et, au moins en partie, laïcisées. Selon les islamistes, ces élites et la majorité de ces chefs sont plus attentifs aux intérêts des forces et des pouvoirs extérieurs, pour la plupart non musulmans, et pas assez sensibles aux besoins réels de leurs sujets musulmans. Ils doivent donc être remplacés par des personnes qui connaissent mieux le mode de gouvernement islamique et qui sont davantage susceptibles de permettre à la population majoritaire de vivre en conformité plus étroite avec les règles de l'islam.

3.2.2.- Le retour à l'islam des origines.

Le second mythe joue un rôle important, celui des lendemains qui chantent : il suffirait, affirment les " intégristes ", de revenir à la pureté du message originel, à la foi, à la religion telle qu'elle a été révélée à Mûhammed par l'intermédiaire de l'archange Gabriel sur le mont Hira au VII^e siècle, et tout redeviendrait comme avant. " Appliquons l'islam et nous redeviendrons grands ".

Au Moyen-Orient, la plupart des groupes islamistes poursuivent un objectif commun, à savoir la création d'une société vraiment islamique dans laquelle ils pourront vivre sous un régime guidé par les règles de leur foi, telles que les codifie la loi islamique. Pour les extrémistes, la première condition de la réalisation de cet objectif est le renversement par la force des élites actuellement au pouvoir au Moyen-Orient, dont des régimes aussi différents que les monarchies du Maroc, de l'Arabie Saoudite, de l'Émirat du Koweït et des Émirats arabes unis et les régimes laïcs de l'Algérie, de l'Égypte et de la Tunisie. Pour les islamistes d'Israël et des Territoires occupés, la solution du conflit israélo-palestinien c'est la destruction de l'État israélien. Les idéologies importées telles que le communisme, le socialisme, le libéralisme et le nationalisme sont, et pas tout à fait sans raison, soit considérées comme des échecs là où elles ont été mises à l'essai, soit jugées indésirables là où elles ne l'ont pas été, parce qu'elles préconisent des politiques non islamiques ou semblent autrement incompatibles avec les normes islamiques.

⁴² M.Benchenane, « La méditerranée, enjeu stratégique », revue Défense nationale, octobre 1997

Le mouvement islamiste a pour objectif à plus long terme la constitution d'un bloc d'États dont les gouvernements appliqueront la loi et les pratiques de l'islam. Il espère qu'un tel bloc pourrait, seul ou en s'alliant avec d'autres nations du tiers-monde, changer les règles du système international, surtout dans le domaine commercial, et modifier ainsi l'équilibre actuel des puissances économiques et politiques dans l'ensemble du monde. C'est pourquoi sa vision du monde est menaçante pour l'Occident, selon certains. Les islamistes croient que l'islam peut créer, ou contribuer à créer, un ordre politique équitable à l'échelle tant internationale que nationale. Pour eux, comme pour la plupart des régimes du tiers-monde, les règles et règlements actuels ont été établis par les grandes puissances pour protéger leurs propres intérêts et perpétuer leur prédominance politique et économique.

La doctrine fondamentale et unitaire de l'islam repose sur le fait que l'islam est un monothéisme qui se réclame de l'héritage d'Abraham et qui a pour fondement la croyance en un Dieu appelé Allah.

La confession de foi, ou chahada affirme, l'unicité de Allah , la mission divine de Muhammad, envoyé de Dieu , que l'envoyé a un message révélé et que ce message est contenu dans un livre, « le Coran », que le message du Coran est complété par les propres enseignements de Muhammad.

4.- UN PROJET POLITIQUE TOTALITAIRE L' "ISLAMISME ".

4.1.- Au plan interne, cause de nature politique.

4.1.1.- Le développement de l'intégrisme.

Il est possible de diviser les musulmans qui s'efforcent d'établir un État ou gouvernement islamique en deux groupes, selon les méthodes qu'ils utilisent pour réaliser leurs buts. Ceux du courant principal de l'islamisme cherchent à réaliser leurs objectifs dans le cadre des règles et règlements en vigueur dans leurs sociétés respectives. Habituellement, ils ne s'opposent pas à un certain degré de pluralisme politique, au fonctionnement au sein du système et à la participation démocratique ; et ils reconnaissent les droits et les intérêts de la minorité. Ils sont le plus souvent pragmatiques et n'écartent pas l'existence d'une économie de marché. Le courant principal de l'islamisme comprend les Frères musulmans d'Égypte et de Jordanie, et certaines sections du Front islamique du Salut (FIS) en Algérie, avant que celui-ci, privé de sa victoire électorale et déclaré illégal, n'entre dans la clandestinité.

Le deuxième groupe de personnes qui épousent le concept d'un État islamique est composé d'islamistes révolutionnaires, radicaux et militants, prêts à recourir à la violence pour renverser les gouvernements en place. Cette tendance est le mieux illustrée en Égypte, par certains éléments des Organisations islamiques (Jama'at Islamiyya) et par le Jihad islamique (Jihad Islami). La menace que représente l'intégrisme islamique et dont on parle beaucoup actuellement en Occident vient exclusivement de ce groupe d'islamistes, qui rejettent en général l'idée du pluralisme politique ou autre, dénigrent la démocratie parce que non islamique, et répriment les minorités religieuses, linguistiques et ethniques. Ils considèrent normalement les tactiques terroristes comme un outil légitime, dans l'arsenal dont ils disposent.

L'objectif des « intégristes » est l'édification d'un Etat islamique qui ne connaît ni démocratie, ni droit de l'homme, ni laïcité. Il s'agit d'un projet totalitaire.⁴³

La tendance islamiste, chez les musulmans, désigne en général les groupes et mouvements qui, dans plusieurs pays, cherchent à établir, ouvertement ou clandestinement, un gouvernement ou un État islamique. Cet objectif se justifie par le fait qu'un gouvernement islamique appliquerait vraisemblablement certaines, sinon la plupart, des lois et règles de l'islam (la charia) qui ont trait, entre autres, à l'habillement, aux relations entre les sexes, à l'interdiction de l'alcool et des jeux de hasard, aux châtiments propres à des crimes précis et

⁴³ M.Benchenane «Méditerranée:l'islamisme, menace pour les musulmans », Défense national, oct. 1997, p.63.

aux restrictions imposées aux opérations bancaires et aux prêts avec intérêt. Les citoyens d'un tel État islamique pourraient alors vivre en plein accord avec les exigences de leur foi; il leur serait plus facile de s'épanouir spirituellement et il y aurait moins d'obstacles à leur salut. Les musulmans concernés auraient en outre davantage voix au chapitre dans leurs propres affaires et pourraient plus facilement protéger leurs intérêts dans leurs relations avec les étrangers.

L'extrémisme⁴⁴ se développe et pour se légitimer, utilise des références et le discours religieux . Ce mouvement, qui n'hésite pas à avoir recours à toutes formes de violence, a pour fondement la détresse, le désespoir, le sentiment d'impuissance et d'humiliation dans lesquels les populations vivent par le fait des pouvoirs. L'islamisme fonctionne comme une idéologie mobilisatrice, justificatrice et légitime. Il apporte à des peuples en détresse et qui traversent une grave crise d'identité des réponses simples aux questions angoissantes qu'ils se posent, par rapport au sens, à la modernité, à l'identité, aux rapports de force dans le monde. L'islamisme apparaît comme un bouclier culturel, contre la standardisation de l'humanité selon le modèle dominant américain.

4.1.2 -Le rétrécissement du champ des identifications

La crise des consciences arabes est si aiguë, l'échec est si écrasant qu'on assiste depuis environ un quart de siècle à une régression du sentiment national⁴⁵. Les musulmans qui demandent le réveil de leur religion et de leur communauté font une large place, d'une part, à la nécessité d'un renouveau spirituel individuel par la réaffirmation des prescriptions morales et éthiques de leur foi et, d'autre part, à la nécessité de revitaliser la communauté en général, la collectivité musulmane dans son contexte physique et politique. Au siècle dernier, d'éminents penseurs et activistes islamistes ont attaché de l'importance à l'axe interne et spirituel du réveil, alors que d'autres préconisaient la prise de mesures ou de lignes de conduite précises pour améliorer la condition sociale et politique des musulmans en général, mais la situation se détériore autour d'eux et il y a une situation angoissante. L'Etat-nation sur lequel les peuples ont mis tout leur espoir a failli à peu près dans tous les domaines. L'Etat- nation s'est rendu responsable de la corruption, de l'injustice sociale, du népotisme et de l'arbitrage. C'est une des raisons pour lesquelles les individus font le retour à l'ethnie, à la région, à la tribu , au retour à la société arabe bien d'avant l'islam qui était constituée par un

⁴⁴ M.Benchenane., « L'Europe et l'espace méditerranéen » Athena, 2eme. Semestre,1997, p. 135 .

⁴⁵ M.Benchenane., « L'Europe et l'espace méditerranéen » Athena, 2eme. Semestre,1997, p. 136 .

peuple nomade de structure tribale faite de famille, de clans et de tribus. Le regroupement se base évidemment sur la seule parenté sanguine. Dans cette société, même après sa relative évolution, la parenté et la filiation demeurent des notions sacrées, et le lien du sang reste toujours le ciment intangible du clan. Tout membre est engagé à défendre la vie et l'honneur de l'ensemble de la tribu, et l'ensemble est engagé à défendre tout membre. Tous ne forment qu'un seul être⁴⁶.

Les Arabes ont élaboré une éthique très présente et très exigeante, mais c'était toujours une éthique guerrière qui oblige l'homme protéger ses armes, ses femmes et la mémoire de ses aïeux et surtout ne jamais accepter l'outrage ou l'opprobre. L'homme est prêt à accepter la mort dans l'honneur plutôt que de préserver sa vie dans le déshonneur.

Les individus font retour à l'ethnicité, à la région, à la tribu. C'est tout le contraire de l'intégration qui est, en politique, l'un des critères fondamentaux de la modernité. C'est une désintégration ou, comme le disent les politologues, une fragmentation des sociétés considérées .

4.1.3 - Les difficultés liées à la phase de transition vers la démocratie.

Si les grands pays musulmans que sont l'Algérie et l'Égypte sont éventuellement dirigés par des gouvernements islamistes, ce sera gênant, mais pas catastrophique, pour les intérêts du monde occidental. Les gouvernements d'inspiration religieuse dans la région sont dans le vent. L'intégrisme est non pas une mode, mais l'option préférée de toute une génération qui craint d'être perdante. Témoins du succès avec lequel quelques millions de juifs ont établi un État fondé sur leur religion, les musulmans ne peuvent imaginer pourquoi plus de 150 millions d'arabes n'auraient pas le droit, à l'étape actuelle de leur évolution, d'installer des gouvernements sanctionnés par l'islam.

Quel que soit son avenir au Moyen-Orient et en Afrique du Nord au cours des dix prochaines années, l'islamisme fera face à la vive concurrence d'autres forces. Dans toute la région, le public réclame à cor et à cri des systèmes plus démocratiques. En réponse à cette demande de structures plus démocratiques et de participation, plusieurs gouvernements et dirigeants ont entamé un timide processus de démocratisation, qui est précaire et fragile et qui peut être lancé ou interrompu à volonté. Certains gouvernements semblent aller de l'avant, mais seulement pour reculer ensuite et amener le public à se demander s'ils sont sérieux.

⁴⁶ P.Gaudin, « Les grandes religions », éditions ellipses, Paris 1995. pag.68.

Leurs appareils de renseignements et de sécurité sont omniprésents et répriment efficacement toute dissidence.

L'absence de démocratie dans la région ne peut être mise sur le compte de l'islam. En effet, même s'il écarte de nombreux groupes de la scène politique et semble appliquer la loi islamique, qui n'accorde pas un statut égal aux non-musulmans, le gouvernement islamique d'Iran est plus proche de la démocratie que bien d'autres régimes du Moyen-Orient. Nombre d'islamistes se demandent quelle est la logique de ces gouvernements occidentaux qui insistent tant sur les droits de la personne mais appuient néanmoins au Moyen-Orient des régimes, tel celui de l'Arabie Saoudite, qui n'ont pas la moindre trace d'institution démocratique occidentale.

Il existe de nombreux genres théoriques de gouvernement islamique, qui vont de la théocratie à l'invocation symbolique de l'islam comme raison d'être d'un État, comme ce fut le cas pour le Pakistan en 1947. Les autorités de la République islamique d'Iran affirme que leur système est théocratique, mais l'appareil de l'État et l'institution religieuse ne coïncident pas exactement l'un avec l'autre en Iran. La théocratie, ou gouvernement d'inspiration religieuse, n'est pas encore enracinée dans les centres importants de l'islam. Elle en est encore au stade expérimental. Ni le public en général, ni même les oulémas n'ont rendu un verdict final. Pour les masses musulmanes des États du Moyen-Orient, qu'ils soient ou non arabes, la question de l'heure est de savoir si un gouvernement islamiste peut assurer à tous une plus grande justice sociale et économique. Beaucoup ont de bonnes raisons d'en douter, même si jusqu'ici, le dossier est mince.

Lorsqu'ils ont accédé à l'indépendance, les pays arabes ont tous connu des régimes autoritaires ou dictatoriaux. C'était le règne du parti unique et ou des régimes militaires qui succédaient au rythme des pronunciamientos⁴⁷. Aux deux extrémités de la zone arabe, d'un côté le Maroc connaissait une apparence de multipartisme, le roi s'autoproclamant « Commandeur des Croyants » et, à l'autre bout, le wahhabisme de l'Arabie n'est pas autre chose qu'un intégrisme. Mais dans la plupart des pays du Sud, la situation politique a évolué, le plus souvent ils ne sont pas plus sous le joug de dictateurs mais ils ne sont pas encore démocratiques. Ils se situent dans une phase de transition caractérisée par un multipartisme octroyé et contrôlé par le pouvoir avec des moments de liberté et des périodes de régression.

⁴⁷ M.Benchenane., « L'Europe et l'espace méditerranéen » Athena, 2eme. Semestre,1997, p. 136 .

Malgré les inconvénients on voit aussi quelques débuts de démocratisation. Au cours de ces derniers temps, des élections libres, transparentes, se sont déroulées aussi bien en Algérie qu'au Maroc, cela permet donc d'espérer. La menace islamiste a souvent été une cause réelle, parfois un alibi pour les gouvernants afin qu'ils maintiennent des méthodes autoritaires, on voit que cette menace commence à s'affaiblir sérieusement. Les années 1980-1990 ont connu l'apogée de la révolution iranienne, les grands succès des combattants islamiques en Afghanistan qui ont réussi à expulser les troupes soviétiques et la montée de l'islamisme en Algérie. Mais depuis, la révolution afghane s'est terminée, la révolution iranienne connaît les difficultés, une nouvelle stratégie apparaît, qui vise au renversement immédiat du régime plus qu'à la ré-islamisation⁴⁸ par la pression.. Les crimes du GIA ont fait que la plupart des peuples musulmans ne veulent plus de cette violence islamiste. Donc la menace islamiste est en recul Ce qu'il reste de l'islamisme c'est un islamisme gérable démocratiquement et qui ne doit plus constituer un prétexte pour le maintien de méthodes autoritaires.

La Tunisie s'est essayée à une expérience de réforme du système éducatif. On dirait que les enfants tunisiens ne sont plus formés pour subir cette instrumentalisation ; au contraire, ils sont formés dans un esprit moderne sur la base des écrits des penseurs musulmans qui ont démontré la possibilité et l'obligation de réformer la charia et de l'adopter à la démocratie et à la modernité. On enseigne non seulement Voltaire, Rousseau ou Montesquieu, ainsi que les théories de Darwin ou du big bang. Tout ce que la science a démontré est enseigné sans aucune crainte. Les jeunes tunisiens ont tout ce qu'il faut pour être en même temps musulmans et modernes. On leur enseigne pourquoi il faut réformer la charia. On peut espérer que, cette mauvaise graine de l'enseignement étant supprimée, les jeunes tunisiens ne seront plus déchirés comme ils l'étaient. La Tunisie a déjà essayé un consensus populaire qui a libéré la femme ; depuis cinquante ans, la polygamie a été abolie ainsi que la répudiation et cela ne pose plus aucun problème. La réforme du système éducatif aussi est digérée aujourd'hui et la plupart des Tunisiens en sont fiers. Finalement, la Tunisie a libéré la femme et modernisé son enseignement. Le jour où elle se démocratisera, elle pourra servir d'exemple pour l'ensemble du monde arabe.

⁴⁸ O.ROY, « Généalogie de l'islamisme », Hachette Littératures, 2001, Paris, p.101.

4.2. -Au plan régional et international.

4.2.1. -L'essoufflement du mouvement national arabe.

Pendant les siècles de sa décadence, le monde avait pris congé de l'histoire. Deux dates qui marquent le basculement vécu comme tragédie par tous les Arabes ;1258, la destruction de Bagdad par les Mongols et la fin de la dynastie des Abbassides⁴⁹. Le 10 février 1258, après un siège de deux semaines, Bagdad tombe entre les mains de Houlégou (ou Hulagu Khan), un petit-fils du terrible Gengis Khan à peine âgé de 30 ans. Les Mongols de Houlégou massacrent méthodiquement la population et mettent au supplice le dernier calife arabe, al-Mustasim. Celui-ci est cousu dans un sac et foulé aux pieds des chevaux ! Le nombre des victimes est d'au moins une centaine de milliers.

500 ans plus tôt, les Arabes avaient fait de Bagdad le siège du califat, autrement dit la capitale de l'islam.; 1492, la prise de Grenade et la fin de la reconquête chrétienne en Espagne. Le 2 janvier 1492, la reddition de Boabdil, dernier rejeton de la dynastie nasride, met fin au royaume musulman de Grenade. C'en est fini de la présence musulmane en Espagne après sept siècles de présence active. C'en est fini aussi de la première croisade, la Reconquista (Reconquête en français), engagée par les chrétiens d'Occident contre les envahisseurs musulmans. S'en suivirent de nouveaux événements traumatisants qui affecteront durablement les peuples arabes et musulmans ; la création de l'Etat d'Israël en 1949 ; 1967 la défaite lors de la guerre israélo-arabe dite guerre des Six Jours ; laquelle a été le troisième conflit armé qui a opposé, en juin 1967, Israël aux pays arabes, soit 'Egypte la Jordanie et la Syrie soutenues par l'Irak, le Koweït, l'Arabie saoudite, le Soudan, le Yémen et l'Algérie. Cette guerre est l'aboutissement du conflit israélo-arabe qui, au cours des premiers mois de l'année 1967, se traduit par des positions de plus en plus agressives de part et d'autre. L'Égypte obtient le retrait des troupes de l'Organisation des Nations unies (ONU) stationnées dans le Sinaï et à Gaza depuis 1957. Puis massant ses troupes dans le secteur, le colonel Nasser en vient à décréter la fermeture du détroit de Tiran qui ouvre sur le golfe d'Aqaba, un passage clef du transport maritime, privant les Israéliens de tout approvisionnement en pétrole. Aussitôt Israël considère ce geste comme une provocation.

Les hostilités sont déclenchées le 5 juin par un raid préventif israélien qui détruit au sol presque toute l'aviation égyptienne, mais aussi jordanaïenne et syrienne. Ayant la maîtrise

⁴⁹ M.BENCHENANE , « Le Partenariat euro-méditerranéen : la sécurité par la confiance et la coopération », Athenas, 2do. Semestre, 1997. p. 137.

des airs, Israël, sous l'impulsion du ministre de la Défense, le général Moshe Dayan, lance alors une offensive générale. Les blindés israéliens, commandés par le général Yitzhak Rabin, s'emparent dès le 6 de la bande de Gaza. Le lendemain, le 7 juin, les Israéliens ne sont plus qu'à quarante kilomètres du canal de Suez. Simultanément, ils combattent les Jordaniens dans la vieille ville de Jérusalem et prennent le contrôle de la partie arabe, ainsi que de Jéricho en Cisjordanie, amenant la Jordanie à cesser les combats. La rive orientale du canal de Suez est atteinte le 8 par Tsahal (l'armée israélienne), qui lève ainsi le blocus d'Aqaba. Le 9, le Sinaï est aux mains de Tsahal qui marche sur la Syrie.

Le 10 juin, lorsque les affrontements cessent, Israël contrôle toute la péninsule du Sinaï, la bande de Gaza, la Cisjordanie, la partie Est de Jérusalem et le site stratégique des hauteurs du Golan en Syrie. Les pertes humaines sont également lourdes pour les pays arabes : 20 000 morts pour l'Égypte, 6 000 pour la Jordanie et 500 pour la Syrie, contre 800 Israéliens.

Israël a gagné des territoires dont la superficie est quatre fois supérieure à la sienne en 1949, avec une population arabe de 1,5 million d'habitants. Mais ces « territoires occupés » n'allaient pas tarder à devenir un des principaux sujets de tension avec ses voisins arabes.

Le 17 janvier 1991 débute l'opération «Tempête du désert».⁵⁰ Une coalition internationale attaque l'Irak de Saddam Hussein, coupable d'avoir annexé l'émirat du Koweït.

La coalition réunit 28 pays et 605.000 hommes dont une moitié des États-Unis. Elle dispose d'armes du dernier cri. Face à elle, les 540.000 soldats irakiens, mal commandés et sans motivation, ne font pas le poids. Après plusieurs jours de bombardements massifs sur l'ensemble du pays, les armées coalisées entament une promenade militaire à travers le Koweït et l'Irak lui-même.

Cette guerre-éclair, dite guerre du Golfe (persique), se solde par plus de 200.000 morts du côté irakien dont une moitié de civils. Ceux-là sont des chiites massacrés dans les marais du sud par les milices de Saddam Hussein à la faveur de l'invasion. Ce sont également les nombreuses victimes «collatérales» des bombardements de cibles stratégiques par l'aviation occidentale.

Les coalisés n'ont à déplorer que quelques dizaines de morts, pour la plupart accidentelles (États-Unis : 65 morts et 43 disparus, Grande-Bretagne : 6 morts et 8 disparus, France : 2 morts, alliés arabes : 13 morts et 10 disparus,...).

⁵⁰ M.SFEIR conférence « Développement du conflit israélo-palestinien » 26 janvier 2004

Toutefois, les pertes occidentales pourraient s'avérer plus lourdes que prévu à moyen terme du fait de la contamination des soldats par les résidus des bombes fabriquées à partir de déchets d'uranium appauvri.

A noter que la guerre-éclair n'aura rien coûté aux pays coalisés, tous les frais ayant été payés rubis sur l'ongle par les pétro-monarchies du Golfe, y compris le Koweït, ainsi que par l'Allemagne et le Japon, qui s'étaient refusés à intervenir militairement dans la guerre pour ne pas raviver les souvenirs douloureux de la Seconde Guerre mondiale.

La guerre du Golfe et l'embargo économique qui lui a fait suite ont porté un coup fatal à l'un des pays les plus mythiques du monde, l'Irak de Saddam Hussein.

L'occident n'a pas voulu d'un nationalisme arabe progressiste et laïc, incarné par Nasser. S'y est substitué aujourd'hui l'intégrisme totalitaire, violent et anti-occidental. L'islamisme est en effet, devenu le recours de ceux qui ont été méprisés, humiliés et mortifiés par la guerre des Six Jours et par le sort fait au peuple irakien, aux Tchétchènes, aux bosniaques et aux palestiniens⁵¹..

4.2.2. -La multiplication des contentieux.

Au cœur de la problématique méditerranéenne, il y a la question nationale palestinienne non résolue .

L'OLP a accepté la quasi totalité des demandes formulées par Israël et les occidentaux. Elle a renoncé à son projet de libérer toute la Palestine, à sa charte, à la paix globale, à la lutte armée et au terrorisme. Y. Arafat et I. Rabin ont signé le protocole d'accord du 13 de septembre 1993 à Washington⁵². L'excessive prudence de Rabin a suscité des impatiences chez les Palestiniens et a offert des justifications aux extrémistes pour perpétrer des attentats.

L'assassinat de Rabin, puis les élections législatives remportées par la droite et l'extrême droite, la volonté du gouvernement israélien de ne pas respecter les accords de Washington, la poursuite de la colonisation de peuplement juif dans les territoires arabes occupés, les nombreuses provocations dont se livrent ce gouvernement et les colons armés dans Jérusalem Est arabe ont de nouveau transformé cette région en poudrière.

⁵¹ M.BENCHENANE , « Le Partenariat euro-méditerranéen : la sécurité par la confiance et la coopération » Athenas, 2do. Semestre, 1997. Pag. 137.

⁵² Idem.

D'autres contentieux existent en Méditerranée qu'il est indispensable de régler pour créer un espace méditerranéen stable et prospère. Une prise de conscience de l'ensemble de ces déséquilibres est tout aussi indispensable. Il y a lieu de saluer ici l'initiative française à la conférence de Barcelone visant à promouvoir par le Nord et le Sud la sécurité et la stabilité à travers une Charte de sécurité et de stabilité.

Le contentieux gréco-turc⁵³ portant sur les îles de la mer Egée et sur Chypre menace de se transformer en conflit armé entre deux pays pourtant alliés au sein de l'OTAN. La Grèce exerce des pressions sur la Turquie en s'opposant à son admission dans l'Union européenne, et ce faisant, elle alimente les frustrations sinon les haines turques.

L'" islamisme " est l'habillage idéologique d'un projet totalitaire⁵⁴. Il représente une menace directe et immédiate pour les peuples musulmans qu'il veut enfermer et isoler du reste de l'humanité. Il vise à les soustraire à la vie et à leur propre histoire. Pour le réduire, il est indispensable de s'attaquer aux causes qui lui ont permis de naître et de se développer. Si, aujourd'hui, on ne peut faire l'économie de la répression contre des gens qui égorgent et mutilent, la violence à elle seule, fût-elle légale et légitime, ne suffira pas à en venir à bout.

L'Occident ne peut se désintéresser du monde arabo musulman et le laisser devenir une « zone des tempêtes » aux mains des islamistes. Le Sud et le Nord de la Méditerranée ont, avec ce défi, l'occasion de faire prévaloir des convergences vitales en menant des politiques solidaires.

L'exigence première de l'islam politique, c'est le refus du règlement négocié du conflit et de la normalisation avec Israël. Cet impératif se fonde sur les conséquences qui découleraient d'une normalisation sur le plan social, économique et politique. Les mouvements islamistes qui prônent cette attitude bénéficient soit d'une large assise populaire - comme le Hamas et les Frères musulmans en Jordanie et en Egypte , soit d'un poids politique et d'une légitimité liés à leur activité de combat et de résistance, comme le Hezbollah au Liban ou le Djihad islamique en Palestine. Bien que la plupart de ces mouvements soient de création relativement récente, leur efficacité sur le plan du combat politique comme sur celui du combat physique les place au premier rang du paysage politique.

La première observation qui s'impose à l'examen des mouvements islamistes est qu'il s'agit de partis idéologiques, dont les cadres estiment représenter la religion musulmane et ambitionnent d'imposer la charia. C'est ainsi qu'il existe chez eux une conviction profonde

⁵³ M.BENCHENANE, « L'Europe et l'espace méditerranéen », Athénasq, 2eme. semestre 1997, p. 138.

⁵⁴ M.Benchenane «Méditerranée:l'islamisme, menace pour les musulmans », Défense national, oct. 1997, p.66.

selon laquelle ils ont nécessairement raison dans la mesure où ils représentent l'absolu et le sacré. Ceux qui s'opposent à eux dans leurs opinions ou dans leurs choix politiques sont dans l'erreur au sens théologique du terme. S'il est vrai que la mise en avant de la foi ou de l'impiété a disparu de leur discours public, ces éléments demeurent présents dans les fondations qui les sous-tendent. C'est ce qui explique le vocabulaire religieux avec lequel ils expriment l'ensemble de leurs revendications, même celles qui revêtent un aspect purement politique.

En ce qui concerne la cause palestinienne, l'aspect idéologique et religieux transparait clairement. La Palestine est sacrée, traiter avec Israël est un péché, le djihad doit continuer jusqu'à la libération de Jérusalem, et la normalisation est harâm [illicite] parce qu'elle suppose une trahison du sacré et de l'obligation religieuse de djihad et de libération. Elle suppose la trahison de l'islam et son abandon. Cette inflexibilité idéologique donne force, assise et énergie à leur discours et à leur action politique au Moyen-Orient ; mais, en même temps, elle réduit le champ de l'action politique au point de la rendre presque impossible. Si nous observons que ces mouvements sont, du fait de leurs activités dans la sphère sociale, des mouvements politiques au plein sens du terme, nous saisissons alors l'impasse où mène cette contradiction entre idéologie et activisme politique. Cette inflexibilité idéologique - ne vouloir traiter le fait politique qu'en termes de halâl [licite] ou de harâm [illicite] - rend difficile une action pratique cohérente et logique. Ce dont ces partis ont besoin, ce n'est pas tant d'abandonner leurs principes pour lire le réel et agir en fonction de ses données, mais plutôt de cesser de transformer ce qui n'est pas d'ordre idéologique en pseudo-idéologique.

Le règlement du conflit israélo-arabe, qui exacerbe la frustration, l'humiliation, bref la forme de « victimisation »⁵⁵ dont souffre le sud vis à vis de l'Occident est, une affaire essentiellement politique, et non pas une affaire religieuse. Il ne concerne en rien les dogmes, les pratiques ou les obligations de l'islam. Nul n'a le droit de s'opposer à ce règlement parce que Jérusalem serait l'un des piliers de l'islam ou parce que les juifs seraient prétendument les ennemis de Dieu.

En 1839, les jurisconsultes malékites d'Algérie lancèrent, à la demande de l'émir Abd el-Kader, une fatwa déclarant illicite pour l'ensemble des Algériens le fait de rester dans leur pays, au prétexte qu'en le faisant ils se soumettraient au pouvoir des Français impies. L'objectif d'Abd el-Kader était de regrouper des combattants algériens au Maroc afin de s'en servir comme base arrière pour aller combattre les Français. Heureusement, personne ne prêta

⁵⁵ M.SFEIR, conférence prononcée le 26 janvier 2004 « Développement du conflit israélo-palestinien ».

attention à cette fatwa, et l'Algérie fut libérée un peu plus d'un siècle plus tard précisément parce que son peuple était demeuré dans le pays.

Pour régler le conflit avec les Israéliens, les arabes ont besoin d'une renaissance culturelle qui rende au discours des partisans de l'islam politique des critères de justesse et d'erreur, d'intérêt public et de nuisance, de bien et de mal, qui soient autres que ceux de halâl et de harâm . L'idéologie extrémiste est un symptôme d'impotence, elle nous ramène en arrière du fait des dégâts qu'elle produit et n'affecte en rien les partisans d'Israël. Les fatwas appelant à s'opposer aux juifs se succèdent depuis plus de cinquante ans et l'idéologie du djihad a encore le vent en poupe. Mais, à observer l'utilisation qui est faite du mot "djihad" chez les islamistes à travers leurs différents courants contemporains, on s'aperçoit qu'il serait bien malaisé de trouver la moindre différence entre cette idéologie et celle des mouvements de gauche des années 70, qui prétendaient que la guerre populaire serait longue à mener.

L'Occident, spécialement l'Europe⁵⁶, ne doit donc pas se désintéresser de ce qui se passe sur la rive Sud de la Méditerranée, car il est directement concerné et ses intérêts vitaux pourraient un jour se trouver mis en cause.

⁵⁶ M.Benchenane «Méditerranée:l'islamisme, menace pour les musulmans », Défense national, oct. 1997, p.66.

Conclusion

L'islamisme n'est pas un courant religieux comme le sunnisme ou le chiisme mais un mouvement politique qui s'oppose au colonialisme occidental. Il s'impose en premier lieu dans les pays musulmans où il suscite des mouvements bien plus radicaux, qui s'orientent déjà vers une théologie politique. C'est le cas de Frères musulmans, fondés par l'Égyptien Hassan al Bannâ⁵⁷. Même s'il regroupe diverses tendances, ils sont au cœur des différents mouvements islamistes

On a vu que l'islamisme a plusieurs causes, qui ne sont pas de nature religieuse : l'échec du nationalisme arabe, du socialisme arabe, des défaites face à Israël, de la blessure palestinienne et de la confrontation économique et culturelle avec l'Occident, l'exode rural, l'émigration des jeunes sans que les gouvernements en place puissent relever les nombreux défis imposés par la situation et la brusque urbanisation, la démographie galopante, l'impuissance de la classe politique... Aux yeux d'une certaine jeunesse, l'islam paraît être le seul recours, mais pour beaucoup, la connaissance trop superficielle de cette religion en déforme le contenu. Cependant, l'islamisme reste fortement minoritaire face l'islam « naturel » aujourd'hui, l'islam est la religion qui compte le plus de conversions, notamment en Europe.

M.Rodinson (cité par B. Etienne) propose de l'islamisme la définition suivante : « ... l'aspiration à résoudre au moyen de la religion tous les problèmes sociaux et politiques et simultanément de restaurer l'intégralité du dogme »⁵⁸. Cette définition a l'avantage d'être simple et dans le même temps de cibler la caractéristique première de ce mouvement : la question politique, le retour au dogme, et de concerner ce faisant l'ensemble des organisations islamistes. Cependant il faut distinguer entre l'islam et arabité : sur le milliard de fidèles environ que compte la communauté musulmane, 22% seulement utilisent la langue arabe. Les pays où réside le plus grand nombre de musulmans ne sont pas arabes, mais asiatiques, il s'agit de l'Indonésie (160 millions d'adeptes), du Pakistan (130 millions), de l'Inde (100 millions).

En revanche, le regain d'audience que connaissent les ordres soufis est peut être le signe d'un retour aux valeurs spirituelles et morales de l'islam en référence aux textes

⁵⁷ C.Baladier et JP. Lapierre, « La petite Encyclopédie des Religions », Editions du Regard, Paris 2000, pag.208.

⁵⁸ D. Imache et I. Nour, « Algériennes entre Islam et Islamisme », Editions Edisud, France, 1994, pag.30.

fondateurs. Selon les adeptes de ce mouvement, le Coran et les Hadith doivent régir la vie religieuse, sociale, économique, culturelle et politique de la communauté musulmane.

L'islamisme se nourrit aujourd'hui des échecs du camp des vaincus des XIXième et Xxième siècle, le monde musulman. Les Etats-Unis, seule super puissance après l'effondrement de l'Union Soviétique, incarne dans sa position actuelle, plus que tout autre pays Occidental, le symbole du paganisme pour les mouvements islamistes.

Cette haine s'est exacerbé après l'intervention américaine en Afghanistan en réponse à l'attaque terroriste du 11 septembre 2001. Un mouvement radical déjà ancien aux USA incarné par une partie du milieu conservateur américain, tire son inspiration de l'église évangéliste et des thèses de Samuel Huntington écrite au lendemain de la chute du mur de Berlin et de l'implosion de l'Union soviétique, a pris du service. Il insiste sur le fait que la guerre froide a laissé la place à un nouveau choc de civilisations. Ce sera, selon lui, entre l'Occident et le monde musulman ; l'Occident étant la partie de la liberté, des droits de l'homme et de la démocratie et l'islam étant le monde dictatorial, fanatique, violent, voire barbare. Malheureusement, l'actualité récente, notamment l'attentat de Madrid le onze septembre 2001 semble donner raison à cette thèse.

Il faut espérer que les protagonistes du conflit israélo-palestinien finiront par faire preuve de maturité, s'apercevant qu'en politique tout est négociable, quand il s'agit d'épargner aux citoyens les affres d'un terrorisme sanguinaire et d'une répression relevant plus de la loi du talion que de la loi tout court.

Enfin, Je pense donc qu'une évolution se présente à eux à condition de respecter d'abord une solution juste au problème malgré sa très grande complexité. Une solution juste de ce conflit et la démocratisation des pays arabes sont à mon sens les clés pour que le monde musulman s'installe dans une nouvelle phase de progrès, antidote de l'islamisme radical

TABLE DE MATIERS

SOMMAIRE	2
1.- L'ISLAMISME, EXPRESSION POLITIQUE DU DESESPOIR ET L'HUMILIATION.....	5
1.1 - L'ECHEC AU PLAN INTERNE.....	5
1.1.1- LA FAILLITE DES STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE.....	5
1.1.2.- L'ECHEC POLITIQUE.....	8
1.2. - L'ECHEC AU PLAN EXTERNE.....	15
1.2.1 - LA DISCORDE AU SEIN DE MONDE MUSULMAN.....	15
1.2.2.- L'IMPUISSANCE A REGLER LE PROBLEME PALESTINIEN.....	18
2.- L'ISLAMISME , MANIFESTATION DE PEUR PAR RAPPORT À LA MODERNITÉ.....	22
2.1- LA FASCINATION EXERCEE PAR LA MODERNITE.....	22
2.1.1. L'ASPIRATION AU BIEN ETRE.....	22
2.1.2. LE ROLE DES IMAGES.....	24
2.2. - LA REJET DE LA MODERNITE.....	25
2.2.1- LES ELITES COUPEES DE LEUR PEUPLE.....	25
2.2.2.- LA PEUR DE L'ALIENATION.....	26
3.-L'ISLAMISME : RÉSISTANCE CULTURELLE AU MODELE CULTUREL DOMINANT.....	29
3.1- LES RAPPORTS DE FORCE CULTURELS AU NIVEAU MONDIAL.....	29
3.1.1- LE MODELE AMERICAIN.....	29
3.1.2.- LA STANDARDISATION CULTUREL DU MONDE.....	30
3.2.- LE MYTHE DE L'IDENTITE PURE.....	31
3.2.1.- LA NOSTALGIE DE L'AGE D'OR.....	31
3.2.2.- LE RETOUR A L'ISLAM DES ORIGINES.....	33
4.- UN PROJET POLITIQUE TOTALITAIRE L' "ISLAMISME ".....	35
4.1.1.- LE DEVELOPPEMENT DE L'INTEGRISME.....	35
4.1.2 - LE RETRECISSEMENT DU CHAMP DES IDENTIFICATIONS.....	36
4.1.3 - LES DIFFICULTES LIEES A LA PHASE DE TRANSITION VERS LA DEMOCRATIE.....	37
4.2. - AU PLAN REGIONAL ET INTERNATIONAL.....	40
4.2.1.- L'ESOUFFLEMENT DU MOUVEMENT NATIONAL ARABE.....	40
4.2.2. -LA MULTIPLICATION DES CONTENTIEUX.....	42
CONCLUSION.....	46
BIBLIOGRAPHIE.....	49

BIBLIOGRAPHIE

H. AL- TOURABI, « Islam avenir du monde » éditions Jean- Claude Lattès, France1997.

C.BALADIER- JP LAPIERRE, « La petite encyclopédie des Religions », éditions du regard, Paris, 2000.

P. BALTA, « L'islam », éditions Le cavalier Bleu, Paris 2001.

M. BENCHENANE, « La Méditerranée enjeu stratégique » Défense nationale, octobre 1997.

M. BENCHENANE, « Religion et politique » Défense nationale, novembre 1999.

M. BENCHENANE, « Les Arabes et la Modernité, entre peurs et fascination », Athénas (IHEDN), 1^{er} semestre 1997.

M. BENCHENANE, « L'Europe et l'espace méditerranéen » Athénas (IHEDN), 2eme. semestre 1997.

L.CHABRY- A. CHABRY, « Identités et stratégies politiques dans le monde arabo-musulman », L'Harmattan, 2001.

P. CHAIGNEAU « Dictionnaire des relations internationales » éditions Economica, Paris 1998.

A. CHAUPRADE, « Géopolitique Constantes et changements dans l'histoire » éditions ellipses, France 2003.

B. ETIENNE, « L'islamisme radical », éditions Hachette, Paris 1987.

J.P. FERRIER, « L'année diplomatique 2004 » Gualino éditeur, EJA- Paris 2003.

P.GAUDIN , « Les grandes religions », éditions ellipses, Paris 1995.

D. IMACHE – I. NOUR, « Algériennes entre Islam et islamisme », Edisud, Aix-en-Provence, 1994.

A. JIRARI, « L'islam, religion de paix et de jihad, éditions Mame, 1990.

S. KHALIL, « Etats, religions et liberté en Méditerranée » Presses Uni. D' Aix- Marseille, 2002.

L.B. MANSOUR, « Frères musulmans, frères féroces » éditions Ramsay, Paris, 2002.

O. ROY, « L'échec de l'Islam politique », éditions du Seuil, France, 1992.

O. ROY, « Généalogie de l'islamisme », éditions Hachette, Paris 2001.

J. YACOUB, « Au nom de Dieu » éditions JC Lattés, France 2001.

M. SFEIR, Conférence « Développement du conflit israélo-palestinien », 26 de Janvier 2004.

Site Internet : www.monde-diplomatique.fr

www.humanite.presse.fr

www.stratisc.presse.fr